

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 1^{er} JUIN 1978 - N° 709

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

URSS - USA : aggravation de la tension

Le sommet de l'OTAN de mardi et mercredi à Washington s'inscrit dans un contexte d'aggravation de la tension internationale, de renforcement des facteurs de guerre. Les propos qu'y a tenus le président américain Carter confirment le développement accéléré des rivalités impérialistes, marqué notamment dans la récente période par le développement de l'offensive soviéto-cubaine sur le continent africain et l'intervention des troupes françaises, particulièrement au Zaïre.

Déjà, dimanche, Brzezinski, le conseiller de Carter, avait déclaré, suscitant une réaction très vive de l'Agence Tass, que l'URSS «viole le code de la détente». Mardi, Carter a déclaré à son tour : «L'URSS et les autres pays du Pacte de Varsovie constituent pour notre alliance une menace militaire qui dépasse de loin leurs besoins légitimes de sécurité». Evoquant l'énorme accroissement du potentiel de guerre du social-impérialisme soviétique, Carter a estimé : «L'OTAN peut faire face à ce défi, mais nous ne pouvons être sûrs de contrer la menace militaire future que si notre alliance modernise ses forces et ajoute à sa puissance militaire».

Le sommet de l'OTAN devait en effet discuter d'un plan de 15 ans préparé par le Pentagone, pour le renforcement des moyens militaires.

Cette discussion en vue d'une intensification de la course aux armements avait été précédée d'une discussion sur la situation en Afrique. «Notre alliance est centrée sur l'Europe, mais notre vigilance ne peut être limitée au continent.» Ces propos du président américain devraient trouver un prolongement la semaine prochaine, avec la tenue à Paris d'une réunion des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de la RFA, de la Belgique, pour discuter d'une «réponse occidentale» à la pénétration soviéto-cubaine en Afrique. Cette initiative, en même temps que le salut de Carter à l'intervention de «membres individuels» de l'OTAN au Zaïre, peut indiquer la tentative américaine d'englober la politique de l'impérialisme français en Afrique, dans le cadre de l'OTAN, en profitant de l'aiguïsement de la rivalité avec l'URSS qui développe son offensive.

Mais une telle tentative n'ira pas sans s'opposer aux ambitions propres de l'impérialisme français, comme l'ont illustré récemment les contradictions franco-belges au Zaïre et la tenue du sommet franco-africain.

La possibilité pour l'impérialisme français de faire valoir ses ambitions dépend toutefois pour une part de l'attitude des pays africains liés à la France, dont un certain nombre se sont montrés plutôt réticents à l'idée d'une «force africaine» patronnée par la France.

Lorsque des officiels marocains font état actuellement de leurs inquiétudes et de leur hostilité face à la menace de voir l'Afrique «coupée en deux, entre une OTAN africaine et un Pacte de Varsovie africain», ils expriment sur ce point une préoccupation de l'ensemble du continent, où les peuples n'entendent pas être les jouets de la rivalité impérialiste, et en particulier des deux super-puissances.

Ce danger est d'autant plus réel que l'Afrique représente un enjeu vital pour l'Europe en tant notamment que source d'approvisionnement en matières premières. Et que la lutte à laquelle se livrent les deux super-puissances pour le contrôle de l'Afrique vise en définitive l'Europe de l'Ouest qui est l'enjeu principal de leur rivalité.

MUNDIAL 78

PAS DE FOOTBALL ENTRE LES CAMPS DE CONCENTRATION !



C'est dans un pays où règne le terrorisme d'Etat et dans une situation économique désastreuse que va être donné jeudi le coup d'envoi de la Coupe du Monde de football. Il sera probablement très peu question dans les commentaires sportifs des 20 000 assassinats, des 15 000 disparus et des 15 000 détenus que compte l'Argentine depuis le coup d'Etat militaire de mars 76.

Durant ces derniers mois s'est développé un vaste mouvement international pour dénoncer les crimes de la junta militaire argentine et réclamer le boycott de la Coupe du Monde, si la Coupe a quand même lieu il n'en reste pas moins que cette campagne a fait connaître largement la situation en Argentine.

Manifestation

Mercredi 18 h 30
Métro Oberkampf
A l'appel du COBA

ÇA BOUGE A LA REGIE RENAULT



Les 400 O.S. des Presses de Renault-Flins sont en grève illimitée, depuis 12 jours. Ils exigent la qualification de P1. Toute l'usine les soutient largement. Un débrayage général doit avoir lieu jeudi. A Dieppe, grève aussi, depuis 15 jours, sur des revendications similaires. A Cléon, les débrayages se multiplient...

(Lire en page 5)

Lourde condamnation contre Radio 93

11 000 F d'amende, au total, contre l'animateur de Radio 93, et les gérants de la librairie *Les Degling's*, confiscation du matériel d'émission, 1 F symbolique à TDF, tel est le verdict du tribunal de Bobigny. Rien à voir avec le non lieu dont a bénéficié Radio Fil Bleu, à Montpellier ! Non seulement l'amende est très forte, mais les attendus du jugement portent sur une infraction à la loi sur les télécommunications, et pas sur le monopole de la Radio ! Un dangereux précédent.

(Lire en page 7)

Boussac : mise en liquidation judiciaire

Il y a 6 jours, on parlait de 3 mois de sursis, avec la suspension provisoire des poursuites. Mardi, c'était au contraire la mise en régleme judiciaire, la nomination de 3 syndics pour faire l'inventaire. Les syndicats se réunissaient mercredi pour envisager la riposte, face aux 6 000 licenciements prévisibles.

Grave explosion à Alfortville

Panique à Alfortville dans la nuit de mardi à mercredi : une énorme explosion de gaz a réveillé les habitants sur un rayon de 10 km. Les flammes jaillies d'une canalisation de l'usine à gaz, atteignaient plusieurs dizaines de mètres de haut.

(Lire en page 7)

Mai-juin 68, c'était hier

Aujourd'hui : L'Elysée, Matignon et les forces de droite.

(Lire en page 12)



MAI 68 au jour le jour

Samedi 1^{er} juin

Pendant les 5 premiers jours de juin, les interventions de la police sont innombrables et touchent toutes les grandes villes. Sont visés en priorité les centres de chèques postaux, les recettes principales, les dépôts d'essence, les relais ORTF.

Les syndicats ont donné des consignes de modération : empêcher les jaunes de reprendre le travail, mais ne pas s'opposer aux interventions de la police. Il y a pourtant des affrontements à Dijon, Nancy, Metz, Nantes. A Rennes, la poste centrale est évacuée à coups de grenades lacrymogènes.

Le 1^{er} juin, la police fait évacuer la gare de Lyon à Paris, et dans l'Est, les gares de Strasbourg, Colmar, Mulhouse. Quelques trains de banlieue circulent à Strasbourg, mais à Mulhouse, les grévistes se couchent sur les voies et réoccupent les postes d'aiguillage. Dans toute la région, les dépôts tiennent bon et refusent de livrer les wagons et les motrices qu'ils détiennent.

Dans les PTT, même échec pour le pouvoir. Le personnel non-gréviste se révèle presque partout insuffisant pour assurer un service minimum. Dans certains cas, le ministère rend aux piquets de grève les bâtiments évacués contre la promesse d'assurer un service minimum.

Manifestations paysannes

Dans l'Ouest et le Sud-Ouest, de nouvelles manifestations paysannes ont eu lieu le 31. Plusieurs comités d'action ouvriers-paysans se forment en Aquitaine. A Bordeaux, Toulouse, Montauban, des sièges départementaux du Crédit Agricole sont occupés par surprise.

Le 29 mai, le CNJA et des agriculteurs de l'Ouest s'étaient prononcés ouvertement pour la lutte politique contre le capitalisme et pour un socialisme démocratique. Certains se rallient à l'opération Mendès-France.



Dans l'espace de quelques jours, les viticulteurs barrent par trois fois les routes de Gironde.

Le 31 mai, plusieurs manifestations s'étaient déroulées, exigeant un moratoire sur le recouvrement des impôts, et l'abaissement de la TVA sur le vin. A Langon, la foule en colère saccage le bureau des contributions.

Suite à une importante manifestation à Nantes, les paysans distribuent des produits agricoles aux grévistes.



Manifestations étudiantes à Paris

L'UNEF appelle à une manifestation partant de la gare Montparnasse. La CGT avait «recommandé à ses syndicats et à ses militants de s'abstenir» d'y participer. 30 000 personnes y participent. Après la dispersion, plusieurs centaines de manifestants vont dialoguer avec les travailleurs des usines Citroën, quai de Javel, puis de Renault-Billancourt.

POLITIQUE

Commerce extérieur : l'équilibre en 78 ?

LA MARGE ETROITE DU REDEPLOIEMENT EXTERIEUR ?

● Aux critiques sur la hausse des prix, Barre répond aisément qu'il ne faut pas se polariser la-dessus, et qu'il est des exemples plus probants de sa réussite économique, le commerce extérieur par exemple.

En 1974, le déficit commercial de la France atteignait des sommets. Toute la propagande le mettait au compte du quadruplement des prix pétroliers, c'était la faute aux arabes... Depuis, et si l'on excepte l'année 75, année de récession de la

Il y a tout juste un an, le déficit commercial atteignait déjà plus de 5 milliards de francs. Pour les quatre premiers mois de 78, il n'en est «qu'à» 1 milliard. Comment l'expliquer ? Le premier facteur qui intervient tient à la stagnation de l'économie française. En 1977 par exemple, la production industrielle a baissé dans son ensemble, passant de l'indice 119 en janvier à l'indice 11 en décembre. De ce fait, il est normal que le courant d'importation ne progresse que très faiblement. En 1976, un début de reprise s'était traduit par un déficit record de 18 milliards. Pour une part, l'équilibre actuel est donc dû à la récession, ce qui n'a rien de glorieux pour Barre. Pour préciser les choses, il faut savoir que dans les cas de ces fameux résultats d'avril, si le montant des importations a diminué de 4 % par rapport à mars, celui des exportations a diminué en valeur absolue, de 5 %.

LA RÉUSSITE DU TOUT A L'EXPORTATION ?

Le tassement de la demande intérieure, et la relative récession, ne sauraient pourtant tout expliquer. Il est une deuxième raison aux «bons» résultats récents : la politique du «tout à l'exportation». Alors que la vente des produits industriels stagne en France, le solde extérieur de ces produits est passé en 1977 de 2,4 milliards à près de 5 milliards. A l'heure actuelle, certaines entreprises vont jusqu'à exporter 60 % de leur production, contre 30 à 40 % il y a deux ans. Deux remarques sont cependant à faire pour apprécier ce redéploiement de la production : d'une part l'orientation géographique : il faut savoir que le déficit commercial avec la CEE reste lourd (14 milliards en 77) et que la France est même devenue déficitaire avec l'Espagne ! Vis-à-vis de pays comme la RFA ou

production, et donc des importations, la France a toujours connu un fort déficit commercial. Pourtant le dernier trimestre de l'année 77, et les mois qui viennent de s'écouler, marquent un solde positif. Xavier Deniau, le nouveau ministre du Commerce extérieur, n'hésite pas à dire : «En 78, le commerce extérieur français devrait s'établir autour de l'équilibre». Qu'en est-il en réalité, et peut-on vraiment parler de retournement, de succès de Barre ?

les USA, le déficit reste fort et s'aggrave même. D'autre part, c'est en direction des pays du Tiers Monde que la France est assez largement excédentaire. Notamment en ce qui concerne l'Ingénierie (coopération technique) et les gros travaux liés aux contrats d'Etat à Etat. Plus que des succès industriels, ces contrats correspondent directement au type de rapports que l'impérialisme français entretient avec les pays du Tiers Monde.

CONTRAINTES INTERNATIONALES ACCRUES

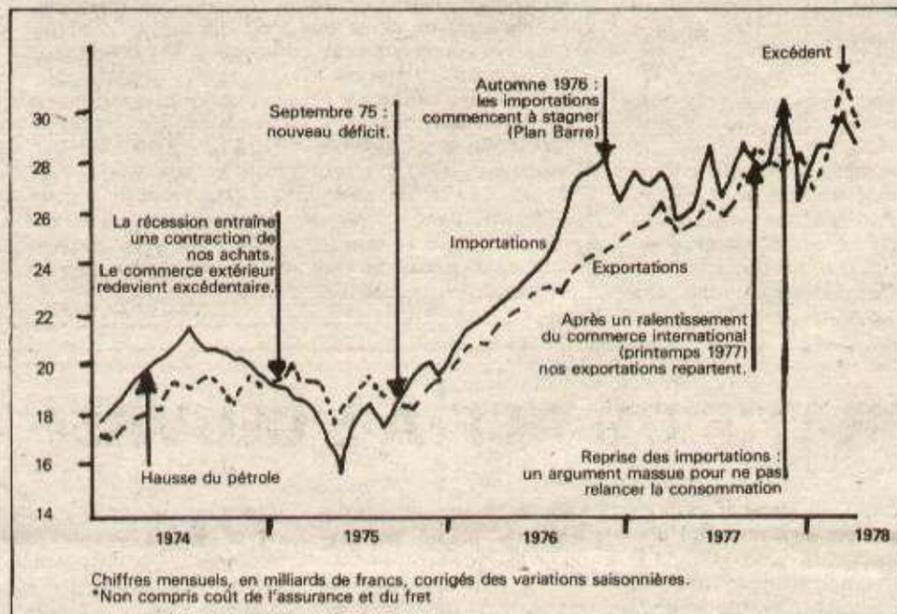
On le voit donc : le «tout à l'exportation», s'il est une réalité, marque aussi les limites du redéploiement amorcé. Beaucoup de marchés extérieurs ne sont pas sûrs, tandis que la dépendance vis-à-vis des pays forts semble s'accroître.

Face à la concurrence mondiale, la politique du «tout à l'exportation» con-

duit les capitalistes français à rechercher des créneaux de plus en plus fins, s'ils veulent à la fois minimiser leurs importations et garder leurs chances au niveau mondial.

Le ministre du Commerce extérieur fixait ainsi les grandes priorités du gouvernement : «Chercher les créneaux porteurs où les PME retrouvent la chance dans la compétition internationale». En effet, les grands groupes français comme Renault, PUK, CGE, Thomson, etc... (les 200 plus grandes entreprises représentant 70 % des exportations françaises) sont arrivées à un seuil d'exportation qu'il ne leur est guère possible de dépasser. Secondairement, les PME présentent l'avantage de pouvoir disparaître plus «discrètement» si la conjoncture ou les choix sont mauvais.

A cette liste de difficultés pour «notre» commerce extérieur, il faut encore en ajouter deux : d'abord, les structures commerciales de la France sont largement sous-développées, si on les compare à celles de l'Allemagne, du Japon ou des USA. Ensuite, la politique d'élimination des canards boiteux se fera nécessairement par une pression accrue de la concurrence étrangère, qui essaiera inévitablement de prendre la place laissée libre. D'où une hausse à prévoir des importations, sous une forme ou sous une autre. Alors, certes, le commerce extérieur de la France est équilibré depuis quelques mois. Il n'y a pourtant aucune raison de tirer la conséquence d'une amélioration de l'économie, et, c'est bien évident, aucune raison de penser que le sort des travailleurs s'en trouvera amélioré.



Chiffres mensuels, en milliards de francs, corrigés des variations saisonnières. *Non compris coût de l'assurance et du fret

L'OCDE prévoit un accroissement du chômage

Les experts économiques de l'OCDE ont révisé leurs prévisions économiques dans un sens pessimiste. Le taux de croissance des pays de l'OCDE sera pour l'année en cours de 3,5 % au lieu des 4 % initialement prévus.

L'OCDE prévoit que pour les 24 pays membres, le nombre de chômeurs sera supérieur de 500 000 aux prévisions initiales.

Pour la France, l'OCDE préconise une politique de relance modérée.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

UN HOMME DE CONFIANCE A LA TÊTE DE L'AFP

● Licencié, Roussel, PDG sortant de l'AFP est remplacé par Roger Bouzinac, homme de presse mais surtout patron de combat. La tâche qui lui est confiée est capitale puisqu'il s'agit de la surveillance encore plus étroite de la presse.

Il semble en effet que le pouvoir serait tenté par une réforme de l'AFP qui amènerait tous les directeurs de journaux qui le désiraient à remplacer rédaction et fabrication locale par l'achat d'articles «prêts à publier».

Cette nomination est partie prenante de la vaste opération engagée par Giscard, qui vise à mettre ses hommes à tous les postes clés de l'État.

Le mandat de Claude Roussel PDG de l'Agence France Presse arrivant à échéance, celui-ci n'a pas demandé son renouvellement. Telle est la version officielle. En réalité, Lecat ministre de la Culture et des Communications l'aurait convoqué de manière un peu cavalière, lui faisant savoir que s'il se représentait il ne trouverait aucune voix pour le soutenir. C'est que le PDG de cette institution nationale est élu. Le conseil d'administration qui assume sa désignation est composé notamment de trois membres du gouvernement, de huit représentants de la presse et de deux représentants du personnel. Les représentants de l'État y possèdent une minorité de blocage. L'élection du successeur de Roussel a connu diverses péripéties dues notamment à la vacance du siège de Claude Bellanger président du CA du *Parisien libéré* et à la démission de Hubert Beuve Méry ancien directeur et fondateur du *Monde* qui entendait de la sorte protester contre ce qu'il jugeait une ingérence dangereuse du gouvernement. Ces obstacles surmontés dans la soirée de lundi Roger Bouzinac était élu à la tête de l'Agence. Cette promotion, le directeur du bureau parisien de *Nice Matin* la doit en effet largement aux ingérences gouvernementales. Giscardien connu, éditorialiste reconnu pour ses commentai-

res réactionnaires et xénophobes, administrateur de la SOFIRAD il est l'homme rêvé de la mise aux pas de «la voix de la France». Cela est tellement net que les représentants du personnel qui ont coutume de s'abstenir lors des désignations des PDG «on ne choisit pas son patron» nous dit un syndicaliste, s'y sont cette fois opposés. Pourtant son prédécesseur, Roussel n'avait pas la réputation d'être très résistant aux pressions ministérielles, ni très attentif aux revendications syndicales mais Bouzinac suscite encore bien plus d'inquiétudes de ce point de vue. (voir encadré)

UN ENJEU ENORME

L'enjeu de cette affaire est énorme. L'AFP en effet est considérée par la presse bourgeoise comme fiable et les informations qu'elle fournit sont souvent reprises «telles quelles» sans vérification. Le poids du gouvernement y est énorme d'une part parce que, les administrations y sont abonnées et fournissent 60 % de ses ressources ; d'autre part, parce que les coups de téléphone ne manquent pas, émanant de tel ou tel politicien mécontent de la manière dont on a «ramassé» son communiqué ou de tel ou tel ministre insatisfait de l'éclairage qui est donné à son action. Ces pressions permanentes ont

même introduit l'autocensure des journalistes, ceux-ci n'écrivent même plus ce dont ils savent «que ça ne passera pas». Cette importance qui est prêtée en France par la presse à l'information donnée par l'AFP risque d'être encore aggravée par des projets que les syndicats accusent le gouvernement de mijoter.

LE DEMANTELEMENT

Un projet de démantèlement serait en effet en cours qui viserait à dissocier les informations intérieures des agences de l'étranger. Cette opération chirurgicale permettrait de mieux contrôler les informations diffusées en France mais contrepartie de donner une image plus «libérale» du régime giscardien à l'étranger. On comprend tout l'intérêt de cette réorganisation quand on sait que certains en France rêvent d'imiter ce qui se fait aux USA où une Agence centrale de presse rédige des «papiers» qui sont ensuite publiés tels quels par les journaux. Si cela devait



AFP : Bouzinac placé à la tête de l'AFP, pour intensifier la mise au pas de l'information

voir le jour en France cela signifierait inévitablement le licenciement de la plupart des journalistes et claustrés des rédactions de provinces mais surtout, ce serait l'uniformisation de la presse telle que Hersant soi-même n'ose plus rêver de la réaliser : des millions de personnes, tous les jours, dans leurs quotidiens régionaux n'auraient qu'à lire la propagande gouvernementale.

François MARCHADIER

«Il lisait son journal pendant les négociations»

Avocat, M^r Bouzinac a participé à plusieurs cabinets ministériels socialistes et radicaux du temps où les interventions en provenance de la présidence du conseil étaient monnaie courantes. Il n'est pas inintéressant de savoir que c'est Jacquet aujourd'hui sans doute le plus proche conseiller de Mitterrand, qui les exerçait... Depuis 57, il était directeur du Syndicat National de la Presse Quotidienne Régionale (SNPQR), administrateur de la SOFIRAD, de Radio Monte Carlo et membre du CA de Radio France. «Quand il y avait des négociations un peu dures, nous dit un syndicaliste, c'est lui qui était envoyé ; il lisait le journal pendant que les délégués parlaient. Puis tout à coup, il se levait et donnait son point de vue sans qu'on puisse discuter. Malgré cela, on lui réserve un cahier revendicatif bien rempli.»

LA DÉMOCRATIE DU PCF A L'ŒUVRE

Dimanche dernier à Nanterre (Hts de Seine), le PCF organisait sa petite fête annuelle autour de son journal local *L'Éveil*.

Profitant du beau temps, un nombre de gens un peu plus important que l'année dernière était venu.

Un programme alléchant ou devaient se cotoyer la fête et le débat sur les femmes, les jeunes, la démocratie locale et les libertés. Ceux qui étaient venus dans l'espoir de trouver quelques réponses à leurs interrogations ou des moyens pour lutter contre le troisième plan Barre, se seront trouvés une fois de plus déçus, ce n'est pas auprès de militants transformés en vendeurs d'enveloppes de tombola qu'ils en regardant quelques majorettes défilant au pas. Ni

débat, ni stand d'entreprise, leur seul droit été d'écouter la voix du PCF incarnée par la députée Fraïsse. Commencant, comme à l'habitude, par un vigoureux discours à la Zola, sur la condition ouvrière, il ne s'agissait pas de faire des propositions pour les luttes mais d'appeler les travailleurs à la vigilance... contre les attaques de l'intérieur et de l'extérieur du PCF ; et après avoir balayé d'un revers de main toutes les critiques et interrogations qui secouent les militants, elle terminait par un vibrant appel à rejoindre le parti.

Se saisissant de l'occasion fournie par ce rassemblement les communistes révolutionnaires étaient venus pour engager le débat, installés non loin de

l'entrée avec une petite table de presse comprenant des ouvrages marxistes, le *Manifeste pour le socialisme*, l'*Appel aux militants du PCF*. C'est alors qu'un petit groupe du SO vient renverser violemment la table, bousculant les camarades et confisquant les ouvrages à deux reprises. Cela suscita la protestation de nombreuses personnes comme ces jeunes qui voyaient pour la première fois le PCF réellement à l'œuvre :

— «Je ne comprends pas, ils disent qu'ils sont pour les libertés et ils vous enlèvent vos livres...»

— «Ah si c'est ça le PCF, ils ne sont pas prêts de m'y voir...»

Ou cette militante du PCF, sortant sa carte, interpellant un membre du SO : «Tu es pour la dé-

mocratie, alors pourquoi vous ne les laissez pas s'exprimer ? La démocratie c'est aussi confronter les idées !»

Le débat ne pouvait en rester là, entrant dans la fête les discussions se poursuivent avec d'autres militants ulcérés de ce qui s'était passé, se désolidarisant de cette action, et plusieurs d'entre eux s'engagèrent à poser la question à leur prochaine réunion de cellule.

Quelques discussions qui auront permis qu'un débat commence à s'instaurer avec ces militants sur la démocratie prolétarienne et le socialisme que nous voulons. Ceux qui auront voulu empêcher le débat en auront été pour leur frais !

Corr. Nanterre

Élections de Saint-Malo : commentaires autorisés

L'élection municipale de Saint-Malo, avec le succès inattendu de la liste socialiste, continue d'alimenter les commentaires. La *Lettre de l'Unité* se félicite évidemment de ce succès, en profitant pour stigmatiser la «campagne anti-socialiste» du PCF et l'échec de celle-ci.

Le RPR, de son côté, en profite aussi pour régler des comptes. Pour lui, le succès des socialistes est dû aux «discussions entre les deux listes de la majorité du premier tour». La liste n'a pu être élue que par le report de voix centristes. Pour le RPR, «l'ambiguïté entretenue à plaisir en haut lieu vis-à-vis du PS, finit par rendre à celui-ci une certaine virginité et une certaine crédibilité qu'il avait perdues».

Althusser persiste et signe

Louis Althusser vient de publier en plaquette, le texte de ses quatre articles parus dans le *Monde*, agrémentés d'une préface au vitriol. Il y dénonce notamment «le silence officiel du Comité Central (...) ouvertement consacré comme règle de gouvernement par la direction du parti».

«Qui oserait soutenir un seul instant, poursuit-il, que les communistes qui ont signé de leur nom leur demande d'ouverture d'une tribune de discussion dans la presse du parti, après la défaite du 19 mars, entendaient qu'on y parlât de «tout et de rien» ? C'est une injure qui leur est faite. Mais elle leur est faite à l'abri du silence sur leurs réflexions. Car les objections réelles ne sont jamais citées, jamais évoquées. Elles n'en sont pas moins, dans le système d'intimidation idéologique et politique que représente le rapport du secrétaire général, adopté à l'unanimité au cours d'un débat dont on ne sait rien, rabaisées, discréditées et condamnées par le biais des objections vulgaires qui vont tout naturellement les «représenter» pour les camarades fidèles, confiants, mais non informés. C'est par des procédés de ce genre qu'on «forge» l'unité du parti».

Althusser en appelle pour finir à ce que la direction du PCF «s'engage résolument dans une véritable analyse marxiste de ses pratiques politique et organisationnelle».

PCF : l'artillerie lourde

Deux pages dans *L'Humanité* de mercredi, pour expliquer «la vie démocratique du Parti Communiste Français» avec une interview de Gaston Plissonnier... Et en même temps, on commence à publier des lettres de protestation contre «quelques adhérents du Parti, qui prétent leur concours à cette entreprise dirigée contre le Parti». Une véritable artillerie lourde, qu'on en juge : Chaix, «imprimerie occupée depuis 30 mois», Cazeneuve, Renault-Billancourt... A croire que la classe ouvrière se dresse contre les renégats ! Enfin, une lettre de la responsable du collectif «intellectuels» du Val de Marne, à Georges Marchais : «Je veux te redire toute ma confiance et ma satisfaction très profonde devant la rigueur intellectuelle et politique de l'analyse concrète, l'ouverture et la richesse, la prise en compte de l'ensemble du grand débat des communistes dans le rapport que tu as présenté au Comité central...» !

Des pyjamas pour enfants... cancérigènes

Un nouveau type de pyjama pour enfants venant d'outre Atlantique se trouve sur le marché français depuis quelques mois. La nouveauté : il est inflammable...

Mais il est également cancérigène et mutagène. Le produit qui sert pour les ignifuger, le tris, a été interdit aux Etats-Unis depuis août 1977. Il a été en effet prouvé que, pénétrant dans l'organisme par voie cutanée ou absorption buccale, le produit risquait de provoquer des cancers (ce serait de l'ordre de 1 % chez les bébés de moins d'un an).

L'interdiction de ce produit ne s'appliquant pas à l'exportation, les fabricants américains cherchent à écouler leurs stocks sur le marché européen ; le profit avant tout !

Cependant, Mme Veil a été saisie de l'affaire et vient de la soumettre au Conseil supérieur de l'hygiène publique. Il faut encore attendre la décision du ministère de l'Economie. C'est de lui que dépend l'interdiction de la vente en France.

Si le vêtement encore en vente libre aujourd'hui, est finalement interdit, que feront les fabricants américains et les revendeurs français ? Il y a de fortes chances qu'ils se tourneront vers les pays du Tiers Monde, se moquant totalement des dangers de ce produit !

Lainière de Cambrai : grève totale pour les 500 F

Mardi 30 mai, les travailleurs de la Lainière de Cambrai ont déposé le cahier de revendications suivant : augmentation de 500 F pour tous par mois, 13^e mois, prime de transports (bus gratuit), cinquième semaine de congés payés. Face à la réponse négative de la direction, ils ont décidé en Assemblée générale de se mettre en grève à partir du 30 mai jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications. L'action est actuellement suivie à 85 %. Comme les camarades de Cambrai, exigeons l'aboutissement de nos revendications et préparons nous à l'action.

Communiqué CFDT

Angers

Les pompiers en lutte depuis 25 jours

La lutte des pompiers engagée depuis le 5 mai s'est concrétisée lundi 29 mai par un rassemblement à la bourse du travail suivi par une manifestation en ville. Malgré l'heure peu propice à un large rassemblement, l'UL CGT l'ayant fixé à 16 h 30, cette manifestation offensive s'ébranta avec en tête les pompiers bien décidés à obtenir la satisfaction de leurs revendications. Comme le déclarait le délégué CGT lors de la prise de parole, les pompiers sont des travailleurs comme les autres et sont décidés à se battre et à lutter :

— contre les conditions de vie et de logement inacceptables : ils sont 80 dans une caserne prévue pour 45.

— pour une augmentation des effectifs et une baisse des heures de travail : ils totalisent 86 h heures de travail par semaine.

— pour une augmentation de salaire : ils sont payés entre 8 et 9 francs de l'heure.

— contre les sanctions individuelles prises par le chef de district et le maire au cours de la lutte.

— pour le paiement intégral des heures de grève.

Lors des négociations du samedi 27, les pompiers ont obtenu satisfaction sur la plupart de leurs revendications, sauf sur le paiement des heures de grève.

Monnier, le maire socialiste de Nantes ne veut rien entendre. Il va même jusqu'à menacer de licencier tout le monde si le travail ne reprend pas. Pour lui, on ne doit pas payer les gens qui ne travaillent pas, alors que les pompiers ont toujours dit, «*Notre grève est administrative, nous assurons donc les interventions, nous travaillons comme d'habitude, on doit être payés*». La délégation reçue ce lundi 29 à la mairie s'est encore vu opposer le même refus, le maire ne veut pas céder. Face à cette intransigeance, les pompiers restent fermes dans leur lutte. Il faut resserrer nos rangs et élargir notre lutte avec les travailleurs des entreprises.

Au défilé, s'étaient joints les travailleurs de chez Keller, usine où l'on fabrique des bateaux et des minicontesses (petites voitures) des bouées pour haute mer etc... Les travailleurs de cette usine sont également en lutte depuis le 21 mai pour une augmentation salariale de 1,70 F de l'heure (10 F), une prime de vacances correspondant au 13^e mois, une prime d'ancienneté, le retour aux 40 heures sans perte de salaire. Devant le refus du patron de satisfaire leurs revendications, la lutte continue. De plus, étaient représentés les pompiers de Rennes, Lorient, St Brieu, Laval, Le Mans, St Nazaire. Pour les pompiers comme pour les travailleurs de Keller, la lutte continue.

**TERRIN :
20 000 SUR LA
CANEBIERE
3 000 A
LA CIOTAT**

Grèves et manifestations, mardi, pour «*vivre et travailler dans les Bouches du Rhône*», à l'appel des syndicats. A Marseille, de 17 h 30 à 19 h, la canebière était noire de monde : 20 000 manifestants, avec en tête ceux de Terrin, de la Ciotat (chantiers navals), et les filles de chez Prior.

LES STAGIAIRES «BARRE» ET LES VACATAIRES OCCUPENT A NANTES...

«*Barre II*» a voulu nous faire avaler des couleurs... c'est ainsi que commençait le tract diffusé vendredi matin, par les stagiaires et les vacataires de Loire Atlantique qui ont occupé pendant 2 heures le hall de la Direction Départementale du Travail et de la Main d'œuvre à Nantes.

Reçu en délégation par le responsable des stages et après avoir exposé la situation pour le moins inacceptable des stagiaires et des vacataires, le comité s'est vu répondre qu'il fallait attendre les décrets d'application du prochain pacte national

STAGIAIRES

Jeune sans emploi de 16 à 25 ans, le stagiaire «*Barre*» est employé dans une entreprise pour 6, 7, 8 mois. Il n'a pas de contrat de travail, mais bien sûr il doit se plier aux horaires et aux règlements de son employeur. Il est rémunéré

mois, trois fois renouvelable ce qui l'amène en théorie à 1 000 heures de travail, donc en cas de chômage à l'ASSEDIC, aux aides publiques, et à la prime de perte d'emploi versée par l'administration. Manque de chance, pour les vingt vacataires employés à Nantes... il a été proposé après signature du



à 90 % du SMIC, ou 410 F pour les moins de 18 ans, et ce pour le même travail qu'un autre employé. On a vu notamment un jeune payé 410 F par mois, être obligé de s'acheter ses bleus et son outillage, devoir déboursier ses repas et son transport, en fait payer pour travailler. La formation (quand elle est faite) ne prépare à aucune qualification susceptible de déboucher sur un emploi. A l'inverse de cette «*malformation*» dans les stages on a vu un couple d'ingénieurs devoir fournir un travail correspondant à la qualification pour 90 % du SMIC, et bien sûr gratuitement pour leur patron... Enfin en cas de maladie ou d'accident de travail, le stagiaire «*Barre*» est mal indemnisé...

ET VACATAIRES

Le vacataire, pour sa part, est employé par l'administration ou par un organisme géré par elle. Il signe un contrat de trois

mois, trois fois renouvelable ce qui l'amène en théorie à 1 000 heures de travail, donc en cas de chômage à l'ASSEDIC, aux aides publiques, et à la prime de perte d'emploi versée par l'administration. Manque de chance, pour les vingt vacataires employés à Nantes... il a été proposé après signature du

FUTURS CHÔMEURS

Avant les élections, la télévision, la radio, la presse ont très largement encouragé les jeunes à faire ces stages, leur promettant les monts et merveilles d'une entrée toute en douceur dans la vie active.

Après les élections, que veut-on nous faire croire avec ces stages ? La reconduction ne se fera qu'en octobre : en octobre, les indices seront très élevés puisqu'aucune nouvelle mesure n'aura été prise en faveur de l'emploi

pour l'emploi, étant acquis et semble-t-il parfaitement admis que le travail effectué par plusieurs centaines de milliers de jeunes durant cette année dans le cadre du premier pacte, ne pouvait pas contenter tout le monde, ce pacte s'étant avéré n'être qu'un banc d'essai... Un banc d'essai sous le signe des erreurs oui, mais qui pêche par inexpérience ; sous entendu l'erreur est humaine, sous entendu pardonnez, attendez. Mais les stagiaires et les vacataires ne veulent pas de ces sous-entendus, ils ont décidé eux, de se faire entendre.

depuis juillet, fin des premiers stages ; en plus de l'arrivée des scolaires sur le marché du travail, des secteurs industriels entiers licencient massivement.

Bien entendu, l'Etat envisage d'améliorer ces stages. Mais dans quel sens ? Puisqu'à présent, la seule réponse connue pour les prochains décrets sera

catères revendique la garantie d'emploi, le SMIC pour tous avec effet rétroactif, une formation véritable reconnue par le patronat, le droit syndical... A ce propos lors d'une Assemblée générale invitant les organisations politiques et syndicales visant à étudier les possibilités d'un soutien à la lutte du comité, il a été demandé au responsable local CFDT pourquoi il avait été répliqué lors d'un premier contact à l'UL : «*La CFDT n'a pas besoin de comités pour mener à bien les revendications des travailleurs... ! Il a été répondu que tout le monde n'a pas le même avis dans une organisation démocratique, et puis je suis là !*». La CGT pour sa part a reconnu qu'un soutien serait envisageable, mais n'a pas jusqu'à présent pris de décision dans ce sens.

Il semblerait que les syndicats, après avoir vainement proposé leur traditionnelle adhésion, gardent un œil sur le comité, sans trop se mouiller !

Il est bien entendu malgré tout que le comité souhaite activement le soutien syndical mais sans d'aucune manière remettre en cause son autonomie ou, en cas de refus son existence, car «*ce n'est pas encore à l'intérieur d'un syndicat que les chômeurs camouflés ou non peuvent exprimer leur ras-le-bol et mener la lutte*» souligne d'entre eux.

C'est bien en tant que futurs chômeurs, que la majorité des stagiaires et des vacataires semblent s'être organisés au sein d'un comité. Aujourd'hui après l'occupation de la DDT, le comité entend prendre des initiatives et organiser des actions afin de faire valoir les droits des jeunes concernés par ces stages, par la vacation et plus globalement par le chômage. La prochaine AG à Nantes se tiendra à la fraternité protestante, vendredi 2 juin à 20 h 30.

Pour contacter ce comité écrire à :

CSVN
26 bis Bd Schumann
44 000 NANTES

Corr. Nantes

ÇA BOUGE A LA REGIE RENAULT

● La Régie Renault entrerait-elle en ébullition ? A Flins, Dieppe, Douai, Cléon, et Sandouville les ouvriers ont engagé de nombreux mouvements de lutte.

Renault-Flins, perdu dans les champs entre l'auto-route et la Seine. Le souvenir un peu vague de la lutte, un certain mois de mai 68... les manifestations et aussi la chasse à l'homme entreprise par les CRS... Pour l'heure, les ouvriers de la Régie poursuivent les luttes contre un patron qui à l'occasion de la sortie de la R 18 prétend accentuer son exploitation. La direction a pris l'initiative de durcir la répression pour briser les mouvements qui avaient touché tout d'abord la sellerie, puis les caristes, et qui mobilise depuis plusieurs jours les ouvriers des presses.

Flins

400 OUVRIERS DES PRESSES EN GREVE

Durant le week-end et lundi, la direction a multiplié les provocations. Comme la production est bloquée depuis une semaine et que les stocks de la nouvelle R 18 s'épuisent, la direction a tenté de faire assurer la production des carcasses dans une autre usine du groupe ; pour cela, des outils ont été démenagés, mais en pure perte, car par solidarité les ouvriers de Sandouville ont refusé de lancer la production. Lundi, des cadres et des agents de maîtrise fascistes ont entouré les presses pour faire des pièces avec les régleurs venus d'autres ateliers. Les travailleurs conscients de leur force ont imposé que cette « production » cesse. Il s'en est suivi des bousculades. Mais, pas une carcasse de R 18 n'est sortie mardi de l'atelier.

Les hommes de la direction ont réalisé un exploit : ils ont sorti une petite centaine de pièces dans la nuit, alors que la moyenne horaire est de plus de deux

cents en temps normal. La lutte des 400 ouvriers des presses appartenant aux trois équipes, matin, soir et nuit, met en avant une revendication pour laquelle ils ont déjà engagé de nombreuses actions : en 73 en particulier. La mise en place d'un nouveau système de production aux presses, avec le lancement de la R 18 « système visant à la polyvalence du travail avec réglage et montage de certains engins mécaniques ou électriques », entraîne une complexité accrue du travail aux presses « qui ne s'improvise pas, mais qui demande des semaines, voire des mois d'expérience », déclare la CGT. Les travailleurs exigent donc le passage à la catégorie professionnelle 1^{er} échelon. Ce sont des OS qui assuraient la production avant la grève. Les ouvriers que nous avons rencontrés avaient pour la plupart plusieurs années de travail aux presses.

L'atelier d'emboutissage de Flins est impression-

nant « si par sa nature l'atelier est très bruyant, explique Paul Rousselin de la CFDT, la direction par souci de rentabilisation a provoqué une concentration de machines énormes, et de machines très bruyantes, certaines ayant des vices de fabrication depuis des années... les travailleurs des presses sont dans un milieu sonore qui oscille entre 85 et 105 décibels ». C'est suffisant pour devenir sourd jour après jour « on a connu des ouvriers qui étaient obligés de se protéger avec des auvents des fuites d'huile venant du haut de la machine, parce que ces machines là sont hautes comme des maisons, et quand ça fuit en haut, les travailleurs en dessous ont leur treillis imprégné d'huile ». En plus de cela, les brimades, les mesquineries des chefs. L'une d'entre elles a d'ailleurs déclenché la lutte : pour un retard de 5 minutes à son poste, un ouvrier a été mis à pied deux jours ; les gars des presses ne l'ont pas laissé passer.

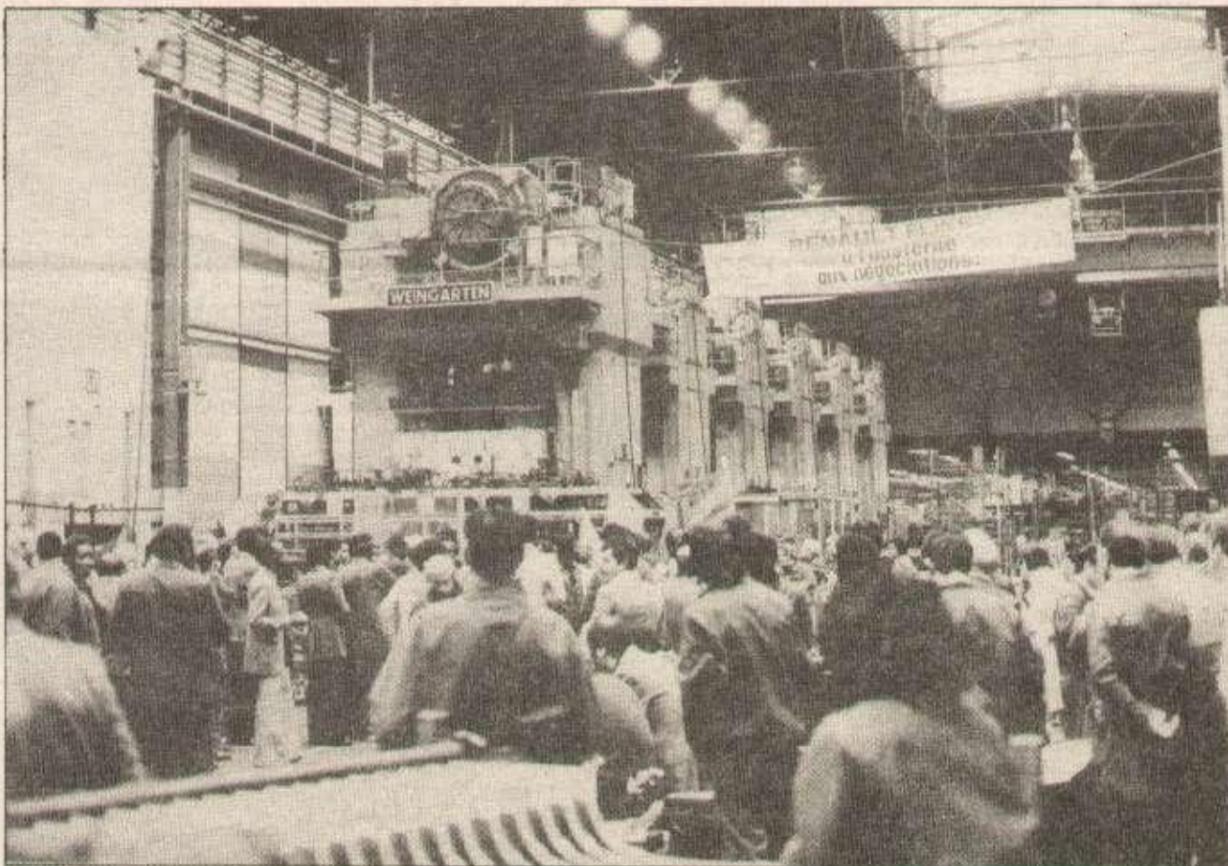
A Flins, les ouvriers des presses assurent qu'ils ne reprendront le travail qu'à l'obtention de toutes les revendications. Outre celle de la qualification de P 1 pour tous et la levée de la sanction, il y a l'embauche des intérimaires, les fins des cadences infernales et la possibilité pour les travailleurs, dont une très forte majorité est immigrée de prendre des congés sans solde.

Dans cette période où dans une grande partie du groupe Renault, des mouvements sont en cours, la lutte aux presses peut être victorieuse ; plusieurs facteurs favorables sont rassemblés. La menace d'une

rupture de stock inquiète la direction, mais engage les ouvriers des ateliers d'aval (ceux qui soudent les pièces embouties n'auront bientôt plus de travail) à prévenir par la grève une mesure de Lock-out de la part de la direction. La CFDT pousse d'ailleurs à une généralisation de la grève aux autres secteurs de l'usine, la CGT semble plus réservée. Jeudi alors même qu'un certain nombre de négociations auront été menées avec la direction, une journée d'action CGT-CFDT mobilisera les 21 000 travailleurs de Flins. Le débrayage pour soutenir les grévistes des presses dans leur lutte reprend les mots d'ordre communs à tous les ouvriers de la Régie : « 3 000 francs minimum avec 300 F versés immédiatement pour tous ; amélioration des conditions de travail par l'allègement des charges de travail et remplacement supplémentaire sur les chaînes ; 5^e semaine de congés payés pour tous ; retour aux 40 heures et 35 heures pour les équipes ; retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes, travaux pénibles et en chaîne ».

La reprise de ces revendications à Dieppe, Cléon, Douai et Sandouville caractérise une situation nouvelle. En effet, l'an dernier, les luttes à Renault, en particulier celle des caristes à Billancourt étaient restées isolées. Au contraire, la solidarité autour des travailleurs des presses aujourd'hui est le signe d'une colère généralisée dans la Régie. Les conditions semblent réunies pour un élargissement de la lutte chez Renault.

Bernard PELO



Renault-Flins, grève aux presses



Dieppe

Alpine Renault en grève depuis 15 jours

Depuis 15 jours, les 106 ouvriers qui fabriquent l'Alpine Renault 5 à Dieppe, sont en grève illimitée, et occupent les locaux, de jour. Leurs revendications sont proches de celles de Renault Flins, puisqu'elles concernent aussi les classifications : ils sont OS 3, et demandent le coefficient 170. Par ailleurs, ils exigent de meilleures conditions de travail, et une prime de nuisance de 150 F mensuels.

Devant cette grève qui est très largement soutenue par les autres (débrayages, collectes...), la direction refuse absolument de négocier. Un huissier est sur place en permanence, suit les grévistes dans leurs déplacements. Les contrôles d'identité sont constants. La direction a tenté de faire faire le travail ailleurs, à Flins et à Douai. Prévenus par les grévistes, les gars de ces deux autres usines Renault ont refusé de briser la grève. Depuis le début du conflit, la Régie aurait perdu 2 milliards.

Elle fait planer des menaces de licenciements sur 4 délégués CGT, dont le délégué syndical. Le tribunal a débouté la CGT, et laissé carte blanche à la force armée pour évacuer les grévistes. Mais les 106 gars sont, comme ils disent, optimistes, déterminés à gagner. « Le temps des seigneurs est terminé ». Ils se préparent à tenir le temps qu'il faudra, en liaison avec les autres usines Renault dont ils suivent la lutte avec enthousiasme.

Cléon

Deux meetings dans la cour

Mardi, un important arrêt de travail a eu lieu à Cléon, usine implantée aussi en Seine Maritime. Débrayages allant de 2 à 5 h ou plus, et rassemblant jusqu'à 2/3 des effectifs. Le matin et l'après-midi, des meetings ont eu lieu dans la cour. Au centre des revendications, les salaires.

LUTTES OUVRIERES

La grève à l'hôpital Sainte Anne (Paris)

UNE CHAUDE
ASSEMBLEE
GENERALE

● Se battre pour l'amélioration des conditions de travail ici prend un sens tout particulier. Ici, c'est-à-dire à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne en grève depuis le 16 mai dernier.

«Plus d'effectifs pour faire un autre travail» cette inscription peinte sur une palissade en pleine cour semble interpeller à la fois les bâtiments archaïques et l'institution réactionnaire qu'ils abritent : la psychiatrie et ses objets d'étude hâtivement classés



Une AG particulièrement dure pour la direction PCF de la CGT, condamnée à faire une espèce d'autocritique publique devant les grévistes : l'affaire n'est pas sans gravité. Trois élèves-infirmières ont été gravement sanctionnées par le comité technique des cours, une sorte de supercommission de discipline. Un surveillant général, secrétaire de la CGT qui faisait partie du Comité a menti, affirmant que ce Comité ne s'est pas réuni. Un mensonge qui a fait le jeu de la direction, dénoncent les travailleurs. «Oui, le camarade a menti. Il lui sera retiré tout mandat dans le syndicat», annonce le responsable CGT.

SOUS
UN MARRONNIER...

Après cette décision

sous le nom de «malades mentaux»... Une cloche bat. C'est celle de la vieille chapelle de l'hôpital qui sonne tous les jours non pas l'heure de la messe, mais celle de l'Assemblée des grévistes. Pendant que deux ouvriers sonnent l'AG, les escaliers de l'Eglise se remplissent d'un flot de travailleurs qui gagnent les bancs. Ils sont au moins 400 infirmières, agents, ouvriers, élèves infirmières, ce qui représente une participation considérable.

POURQUOI PAS
LES BRETONS ?

Une tempête d'applaudissements conclut cette intervention, pour la plus grande déconvenue du responsable CGT, qui bredouille une explication : «Si le responsable antillais de la CGT ne vient jamais à vos réunions, c'est qu'il est toujours de repos ces jours-là». Rires. Puis il reprend du «poil de la bête» : «Nous ne sommes pas d'accord de toute façon pour prêter des salles à n'importe qui. Pourquoi pas aux Occitans, aux Corses et aux Bretons tant qu'on y est ? Et que devient le syndicat dans tout ça ? De toute manière, quand on convoque les Antillais aux réunions, ils ne viennent même pas !»

Après quelques échanges, l'AG vote unanimement la reconduction du mouvement et convoque une journée «portes ouvertes» pour jeudi. Après l'AG, le personnel ira porter les vieux chariots à linge, derniers témoins de générations révolues, à l'auxiliaire de Chirac qui siège à la mairie du 14^e...

Pierre PUJOL

INFORMATIONS GENERALES

Hôpital Broussais (Paris)

Problèmes au rein artificiel :
le 13 mai, nous avons frôlé
la catastrophe...

Le rein artificiel, ou dialyse, est le traitement de l'insuffisance rénale terminale. Le sang passe dans un filtre plongé dans un bain qui assure l'épuration du sang. Sans dialyse, les malades meurent.

Au rein artificiel de l'hôpital Broussais, le matériel a 12 années de fonctionnement, à raison de 15 h en moyenne par jour, 6 jours par semaine. Aussi ce matériel :

1) n'a pas de dispositif de sécurité, contrairement aux machines sorties plus récemment sur le marché ;
2) est souvent en panne, vu l'utilisation intensive que l'on en fait et son âge.

Depuis 4 ans, on entend parler de travaux et de changement de machines. Depuis 2 ans, des démarches sont effectivement entreprises.

Le samedi 13 mai 78, le circuit d'adoucissement de l'eau tombe en panne en cours de séance de dialyse. La semaine précédente des incidents avaient eu lieu, auxquels nous avions dû faire face. Chez les malades, cela se traduit par des malaises plus ou moins graves et, particulièrement chez un malade, par des convulsions et un urticaire géant. Dans les 48 h un médecin réussit à répartir les malades dans certains centres de dialyse parisiens. L'AURA nous reçoit, malgré les perturbations et le surcroît de travail ainsi occasionnés. Elle

propose même une solution, pour nous recevoir pendant la période des travaux.

C'est dans ces circonstances, que les malades font la pétition suivante : «Nous sommes le groupe de malades en hémodialyse à l'hôpital Broussais. Nous connaissons les risques que nous encourons à chaque séance de dialyse. Le samedi 13 mai 78, le circuit d'adoucissement de l'eau est tombé en panne au cours de notre séance de dialyse. Nous avons dû être débranchés en catastrophe, certains d'entre nous étant très malades et allant même jusqu'à convulser. Nous avons donc ce jour-là risqué notre vie. Nous sommes des hémodialysés (és) mariés (és), pères et mères de famille, ayant donc une fonction sociale, professionnelle, familiale.

Nous savons que des démarches ont été entreprises depuis 2 ans, afin de changer les machines (qui sont anciennes et sans dispositifs de sécurité), ainsi que les circuits d'adoucissement de l'eau, nous savons aussi que ces démarches pour des raisons diverses n'ont pas abouti et que les travaux et changement de matériel promis depuis 2 ans ne sont pas effectués. Les pannes, soit d'adoucisseur, soit de générateur central, soit de ces machines anciennes, se renouvellent souvent, et jusqu'ici, le

personnel hospitalier et médical avait réussi à faire le maximum pour nous donner des soins corrects et combien appréciés par nous tous. Nous demandons que ces travaux soient effectués le plus rapidement possible, afin de nous retrouver entre nous, malades et personnel d'hémodialyse de Broussais.

Nous sommes actuellement dispersés et dialysés dans différents centres, principalement à l'AURA, rue du Bessin, où nous perturbons beaucoup le travail du personnel et la vie des autres malades dialysés dans ce centre, nous trouvant en surnombre, nous devons accepter des horaires qui ne sont pas compatibles avec notre vie familiale et professionnelle, celle-ci étant déjà suffisamment perturbée par notre absence les jours de dialyse.

Nous tenons à rester en vie et nous tenons à rester en hémodialyse à l'hôpital Broussais, où nous nous trouvons bien et où l'humanisation des hôpitaux, tant prônée depuis quelques temps, est en vigueur depuis très longtemps.

Cette pétition a été envoyée à Simone Weil, ministre de la Santé, M. Pallez, directeur général de l'assistance publique, Mme Renoir directrice de l'hôpital Broussais.

Cet accident précipite

les choses : l'argent est débloqué pour les travaux. Pourtant le 24 mai 78 nous retournons à Broussais après une seule intervention faisant suite à la réparation : la pose sur l'arrivée d'eau adoucie d'un détecteur, d'eau pure. Mais pour le reste rien n'a changé. Ce sont les propres médecins du rein artificiel qui ont insisté pour que les dialyses soient reprises à Broussais, ceci en rapport avec leur programme de greffes rénales.

Nous avons écrit aux responsables médicaux, administratifs, techniques, pour qu'ils s'engagent à nous donner des garanties de sécurité. Mis à part des explications verbales personne n'a signé notre lettre à cette heure. On entend : «vous avez travaillé des années comme cela ! Ouh mais voilà, les malades ne veulent plus être dialysés avec autant de risques, nous ne voulons plus travailler comme cela.

Lorsque les besoins (dont la sécurité) des malades entrent en contradiction avec les ordres des médecins, notre rôle d'infirmières, c'est de faire en sorte que ces besoins se réalisent. En toute circonstance, les malades sont des individus ayant une fonction sociale familiale, professionnelle. Malades, aide-soignantes, infirmières du rein artificiel de l'hôpital Broussais

Barre lâche les 13 heures
... pour 1980 !

Depuis 3 mois, des dizaines de milliers d'hospitaliers se battent pour l'indemnité des 13 heures supplémentaires. Barre lui-même vient d'arbitrer la question ! Les 13 heures seront accordées en 4 étapes, jusqu'au 1^{er} juillet 80 ! D'ici là, nul ne sait de combien aura augmenté la vie !

FO, qui a eu la primeur de la nouvelle par la bouche de Simone Veil, y voit un «important succès». Mais, qui l'eût cru, voilà que l'Humanité titre en gros : «Madame Veil cède». Et la fédé CGT pleurniche : «Alors que la CGT sera reçue le 2 juin, recevoir FO, 3 jours avant, alors que ce syndicat ne participe pas à l'action, prouve la collusion entre le pouvoir et les syndicats réformistes, tels que FO»...

Sur le terrain, la lutte continue : 700 manifestants à Alès, mardi 3 jours de grève administrative, mercredi, jeudi et vendredi dans le Gard.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



GRAVE EXPLOSION A ALFORTVILLE

Des milliers de travailleurs d'Alfortville ont bien cru que leur dernière heure était venue dans la nuit de mardi à mercredi. Vers 0 h 30 une immense explosion (la première : il y en aura trois) les secoue dans leur sommeil. Un coup de tonnerre plus qu'inhabituel car il se prolonge par une espèce de roulement, un peu le bruit d'un bec de gaz amplifié à l'extrême.

Le ciel de toute cette partie de la banlieue sud s'éclaircit sous l'effet d'une immense torchère, de plus de cent mètres de haut. Dans les immeubles et les tours qui bordent l'usine à gaz d'Alfortville c'est la panique. Dans un rayon d'au moins 10 km, l'explosion est entendue et quand on traverse la banlieue à cette heure tardive rares

sont les immeubles où il n'y a pas de fenêtres éclairées ou de gens discutant devant les porches.

Dans les rues de ce quartier d'Alfortville les sirènes de police retentissent et le haut parleur se contente de répéter cette dramatique et simple consigne «*Evacuez immédiatement le quartier*». C'est le sauve qui peut généralisé. Des voitures partent en trombe, on voit des hommes courir, des mères encore en chemise de nuit leurs bébés dans les bras les rejoindre en hâte. Dans les tours que la municipalité PCF d'Alfortville n'a pas hésité à faire construire sur le terrain d'un ancien cimetière juste en bordure de l'usine à gaz d'Alfortville (1), c'est une panique indescriptible, la bouscu-

de pour gagner l'ascenseur ou l'escalier. Dans ces tours d'une vingtaine d'étages habitent 3 000 personnes !

Peu à peu, on apprend que c'est une canalisation principale sous pression qui vient d'exploser : un tuyau énorme de 1,10 mètre de diamètre qui enjambe la Seine à l'air libre à la suite peut-être d'un effondrement d'une partie du système de soutènement qui a causé une déchirure d'une quinzaine de mètres, le long de la conduite. Une fois le gaz coupé, les habitants reviennent et discutent sur le pas de la porte : «*Si c'était les cuves, tout serait rasé ici*». «*Tout le monde se doutait ici que cette usine aurait un pépin*

un jour ou l'autre». «*On ferait mieux de déménager définitivement*». Réactions de colère également : «*C'est inadmissible d'avoir construit de pareilles tours ici, c'est encore pour une histoire de gros sous !*»

Vers une heure du matin tout est terminé mais des milliers de travailleurs ne fermeront pas l'œil de la nuit après une émotion pareille. Beaucoup ont dormi dans leur famille ou à l'hôtel. Aujourd'hui, Alfortville va se repeupler. Mais l'obsession de l'usine à gaz est là et il faudra qu'EDF-GDF réponde à cette question : «*Comment un ouvrage de deux ans d'âge a-t-il pu s'effondrer ?*»

Pierre PUJOL

Lourdes condamnations contre Radio 93

TENTATIVE DE BAILLONNEMENT DES RADIOS LIBRES

Mardi, la 15^e chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny a lourdement condamné les animateurs de Radio 93, la radio libre de Seine Saint-Denis. C'est la première fois qu'un tel jugement est porté à l'encontre des animateurs d'une radio libre : — Jean Ducarroi, pris en flagrant délit d'émission le 28 avril, devra verser 5 000 francs d'amende. Le matériel saisi reste confisqué pour le moment.

— Yvonne Huriez et Gilbert Deharbe, «complices», sont condamnés chacun à payer 3 000 francs d'amende : ce sont les co-

gérants de la librairie «Les Déglings», d'où Radio 93 émettait publiquement. Tous ont fait appel de ce jugement, qui pourrait être le premier d'une longue série.

Les attendus du jugement n'ont pas retenu le problème du monopole télé-radio diffusion (lois de 72 et 74). Il a considéré les émissions de Radio 93 comme étant simplement en infraction avec le monopole de télé-communication. Aussitôt après le jugement, M^e Tubiana a déclaré : «*C'est l'a-contra-rio radical de la décision de la Chambre d'accusation*

de la cour d'appel de Montpellier dans l'affaire de Radio Fil Bleu. Nous allons faire appel, mais nous persistons à penser que ce n'est pas une décision de justice qui règlera le problème du monopole». Radio Fil Bleu, à Montpellier, avait, rappelons-le, bénéficié d'un non lieu.

Après cette lourde condamnation, le collectif de soutien aux radios libres communique : «*Nous dénonçons avec force la décision du tribunal de Bobigny du 30 mai 1978 à l'encontre de Radio 93. Ce jugement est révoltant à la*

fois dans la sévérité de la condamnation, révélatrice de la volonté de briser le mouvement des radios libres à but non lucratif en les atteignant sur le plan financier, et dans la formulation des motifs qui, rejetant toute référence au monopole et à la liberté d'expression, assimile, au mépris des textes et de la réalité technique, la radio diffusion aux Télécommunications». Le collectif appelle à une souscription nationale de solidarité. Adresser les chèques au collectif de soutien aux radios libres, 89 rue de Condé, 75 006 Paris.

Flagrants délits à Paris L'ORDRE DES AVOCATS AUX ORDRES

Coup de théâtre sur coup de théâtre à la 23^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. La 23^e où sont jugés habituellement les flagrants délits, est devenue le lieu d'intervention d'un groupe informel de jeunes avocats, se nommant avec ironie «les autonomes du Palais», révoltés par l'injustice de la procédure employée habituellement. Les «flags», c'est la curée.

Les délinquants mineurs ou des innocents présumés coupables, s'y voient systématiquement condamnés à des peines hors de proportion avec les faits

reprochés. Généralement, la «défense» est assurée par les prévenus eux-mêmes, abusés, ignorants de leurs droits, sans connaissance juridique ; ils sont à la merci de l'avocat général, représentant du ministère public, lui-même conforté par le président et ses assesseurs. Tout ce beau monde ne peut plus prétendre faire de la 23^e chambre, un lieu de repos et de digestion depuis que lundi, un groupe d'avocats en fait un lieu de dénonciation et ce, pour une semaine.

L'injustice, la justice expéditive, les violations de

la procédure, y sont dénoncées. Mardi le tribunal fera son entrée avec près d'une heure de retard. A croire que l'action de la veille, opérée par surprise, aura perturbé les habitudes des magistrats. Le représentant du conseil de l'Ordre des avocats fait son entrée à la suite du tribunal. Il s'agit de remettre de l'ordre ! Il y désigne les avocats commis à la défense, trois seront retenus. Les avocats considèrent ce geste comme une atteinte aux droits de la défense, comme une interdiction de plaider. Les trois avocats se voient crouler

sous le nombre de dossiers. La défense ne peut être assurée pleinement dans ces conditions. L'huissier lui aussi rappelle à l'ordre, et fait circuler une fiche de présence (1) aux avocats et aux journalistes, elle ne sera pas remplie !

L'injustice reprendra tout de même ses droits, les peines seront pratiquement aussi lourdes. On fait de nouveaux projets d'action de contestation chez les avocats révoltés. La 23^e est en «liberté surveillée».

P.C.

Arsenal de Toulon

VAGUE DE REPRESSION

Intensification sans précédent de la répression à l'arsenal militaire de Toulon. La Sécurité navale, filiation de la sinistre Sécurité militaire, a déployé le gros de ses troupes pour tenter de mettre fin à la «*propagande antimilitariste et antinationale*» qui aurait trouvé un terrain de prédilection chez les «matafs».

En l'occurrence, il s'agit pour la SN de mettre hors d'état les comités de marins, qui semblent regrouper de nombreux appelés, et leur publication *Poisson rouge*. La SN, pour parvenir à ses fins, ne lésine pas sur les moyens : quadrillage jusque dans la ville, contrôles, fouilles, interrogatoires, mises au secret, et même, semble-t-il, violences.

Ces dernières auraient été subies par l'un des trois marins incarcérés au Centre Disciplinaire de la Marine de Castigneau. Outre les locaux à terre, la SN a perquisitionné sur les navires mêmes, sous les regards étonnés des offi-

ciers eux-mêmes, peu habitués à voir leurs navires, fussent-ils de prestige comme le *Suffren* ou le *Foch*, pris à l'abordage et fouillés dans leurs minidres recoins. Pour la SN il s'agit de faire vite et bien. Les engagés du rang commencent à rejoindre les appelés dans leur lutte pour exiger de meilleures conditions de travail et de sécurité. Il s'agit aussi pour elle de stopper l'effusion de signatures qu'a reçues la pétition pour les transports, signée par un nombre important de «matafs» de Toulon. La tâche de la SN pourrait être facilitée par le fait qu'une part de cette liste de signatures a été rendue publique. Diverses organisations politiques, syndicales et démocratiques ont affirmé, lors d'une conférence de presse, leur soutien à la lutte des marins pour la satisfaction de leurs revendications, et dénoncent la répression qui s'abat sur ceux qui osent tenir tête à la hiérarchie militaire.

SOUTIEN AUX LUTTES DES SOLDATS POUR LA SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS ET LA LIBERATION DES APPELES EMPRISONNES

Dans les casernes circule une pétition lancée par des soldats demandant :

- La gratuité des transports,
- 48 h de permission par semaine.

La seule réponse du gouvernement à ces revendications des soldats est la répression. La hiérarchie militaire sanctionne à tour de bras : arrêts simples, arrêts de rigueur, mutation, le plus loin possible du domicile.

Les problèmes rencontrés actuellement par les appelés pour défendre leurs droits sont les mêmes que ceux qu'ont connus les fonctionnaires jusqu'en 1946. Pendant longtemps, sous prétexte de loyauté et d'obéissance, l'État a voulu interdire aux fonctionnaires d'agir collectivement. Aujourd'hui, les appelés se voient refuser le plein exercice de leurs droits de citoyens (censure de la presse et interdiction faite à des appelés de se présenter aux élections législatives de mars 78).

C'est pourquoi la section CGT Administration Centrale du Syndicat Général des Affaires Sociales et le Syndicat CFDT de l'Administration Centrale des Affaires Sociales demandent :

- 1) Que soient prises en compte les revendications des soldats.
- 2) L'augmentation de la solde.
- 3) Le droit pour les soldats de s'organiser indépendamment de la hiérarchie.

Elles apportent leur soutien total aux soldats emprisonnés et exigent leur libération immédiate.

Cette motion est envoyée par la section CGT Administration Centrale et le syndicat CFDT du ministère du Travail et de la Santé, pour affirmer leur solidarité aux soldats emprisonnés

**Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque**

● En corrélation directe avec la volonté de l'impérialisme britannique, qui pousse à l'«ulstérisation» de l'Irlande toute entière, la résistance irlandaise est aujourd'hui en butte à une aggravation de la répression. Il s'agit par là d'accréditer l'idée que les patriotes sont des bandits n'ayant rien à voir peu ou prou avec le combat séculaire mené par le peuple irlandais : l'emploi systématique de la torture vise à obtenir des aveux «criminels» des républicains arrêtés. La torture devient une arme psychologique, que la police et l'armée emploient contre la population.

Il s'agit pour les républicains irlandais de dénoncer cette torture à l'ordre du jour dans les camps de concentration comme Long Kesh et les atroces conditions de détention des prisonniers politiques. Populariser la lutte du peuple irlandais, alerter l'opinion mondiale, tel est bien l'enjeu.

LA POLITIQUE DE L'ETAT BRITANNIQUE EN IRLANDE

A Long Kesh, 300 hommes, conscients de la volonté des autorités qui cherchent à les criminaliser, refusent depuis 1976 d'être considérés comme des droits communs : ils s'opposent au port de l'uniforme et au travail carcéral. Pour les mater, l'administration pénitentiaire les a regroupés dans les blocks H (Paul et Raymond Murray estiment qu'ils sont au nombre de 260 dans les blocks H 5 et H 3). Là, ils vivent dans le plus grand dénuement, n'ayant qu'une simple couverture sur le corps pour se garantir du froid. On les désigne sous le nom de «the men on the blanket» ou «the blanket men». Ils sont chaque jour plus nombreux. On estime qu'ils seront 500 cet été et 1 000 dans un avenir proche. L'association irlandaise pour les droits civiques indique en mai 1978 qu'au nord, 350 prisonniers sont dans cette situation. Parmi eux se trouvent sans doute les 6 hommes «on the blanket» de l'aile B de la prison de Crumlin road et les 24 femmes de la prison d'Arunagh qui refusent le travail. La plupart des prisonniers sont des jeunes : la moyenne d'âge est de 20 ans, 50 % ont 18 ans.

LE SCANDALE DES BLOCKS

Les cellules sont petites, alors qu'elles sont conçues pour une personne, on y enferme deux prisonniers. Ils ont chacun un lit et une chaise. L'armoire est commune. Les détenus n'ont ni cigarettes, ni montres, ni livres, (si ce n'est les copies de la bible), ni T.V., ni radios, ni journaux et n'ont pas le droit d'assister aux services religieux. L'isolement est complet car les prisonniers ne reçoivent pas de visites (Patsy O'Hara connu pour ses opinions socialistes n'a pu voir son frère qu'après 7 mois de détention, le premier «blanket men» Kieran Nugent n'a pas eu de visite depuis son incarcération le 14 décembre 1976), et ne sont pas autorisés à quitter leurs cellules excepté pour vider leurs pots de chambre et changer l'eau d'un récipient. Martin McKenna qui a passé 18 mois en prison, dont 10 mois «on the blanket», n'est sorti de sa cellule

que 4 fois pour une 1/2 heure, (*Republican News* du 4 février 1978). Les prisonniers doivent rester assis. La vigilance des «screws» ou «bears» (matons) est continuelle. Un détenu explique qu'ils viennent battre et insulter les prisonniers 15 à 20 minutes par jour. Le directeur leur fait une visite tous les 14 jours, puis on les laisse trois jours en punition : «on the board» (sur la planche) en leur supprimant leur matelas. En temps ordinaire les détenus du block H n'ont pas le droit de se coucher dans la journée. Ils n'ont aucun exercice, l'air est malsain et ils s'affaiblissent au cours des mois. L'hygiène est plus que rudimentaire : toilette dans une cuvette en plastique, un tube de pâte dentifrice toutes les 7 semaines. La nourriture est froide, de mauvaise qualité et en quantité insuffisante. Il y a des fouilles corporelles très fréquentes avec coups à l'appui pour humilier les prisonniers et briser leur détermination. Sous le moindre prétexte, les détenus sont envoyés dans l'une des 28 cellules du P. Block (Punishment Block), des mitards glacés où le régime est encore pire (une de ces cellules est capitonnée). Un prisonnier de Punishment block pour avoir égaré une feuille qui marquait les pages d'une bible, s'est vu accusé de dégradation de matériel du gouvernement et a été puni en conséquence !

UNE LONGUE TRADITION DE LUTTE

Les patriotes irlandais, depuis des siècles ont su résister aux oppresseurs anglais et à leurs alliés. Leur emprisonnement n'a jamais brisé leur volonté de lutte. Entre les hauts murs des prisons ou derrière les barbelés, leur combat a continué en liaison constante avec le mouvement qui se développait à l'extérieur.

Il y a plus de 100 ans, le gouvernement britannique cherche à anéantir les prisonniers féniens (ces insurgés irlandais du XIX^e siècle), dont 20 moururent ou devinrent fous. L'un d'eux Donovan O'Rossa, témoigne de

TORTURE ET CAMP DE CONCENTRATION EN EUROPE

leur lutte ; après le soulèvement de 1916, 84 prisonniers enfermés à Monjory, la prison de Dublin, firent la grève de la faim pour exiger la reconnaissance d'un statut politique ; en 1920 Mc Suriney maire de Cork emprisonné à Brixton fait une grève de la faim de 74 jours, avant de mourir ; en 1943 à Belfast et en 1946 à Portlaoise du sud d'autres prisonniers agirent de même jusqu'à la limite de leurs forces : ils ont vécu pendant cinq ans dans une misère extrême, sans vêtements. (Sur la vie des révolutionnaires irlandais en prison à cette époque, on lira avec intérêt le livre de Brendan Behan de l'IRA : *Un peuple partisan*).

1916... 1976 : 60 ANS D'UN MEME COMBAT

C'est donc avec cette tradition de lutte que les patriotes ont renoué le 14 septembre 76, après que les Britanniques, en entamant leur politique d'«ulstérisation» eurent remis en cause le statut spécial des prisonniers politiques, arraché en 1972 par le mouvement de masse et la grève de la faim prolongée à la prison de Crumlin Road. C'est en septembre 76 que les détenus ont commencé leur lutte pour la reconnaissance d'un statut de prisonnier de guerre conformément à la convention de Genève de 1949. L'arsenal juridique des occupants a mis en vigueur en 1973 l'«emergency provision act» (un succédané du «spécial power act» de 1920), composé de 15 articles qui définissaient les opposants politiques comme des terroristes favorisant par là l'apparition d'un pouvoir policier en Irlande du nord. De telles lois suscitent l'approbation de Vorster le raciste d'Afrique du Sud, qui a déclaré qu'il aimerait pouvoir disposer d'une telle législation. L'«emergency provision act» s'est enrichi du «prevention of terrorism act» de 76 qui a été aussitôt suivi d'une répression accrue et d'une politique visant à faire de chaque résistant un criminel de droit commun. A partir de cette période, les brutalités des matons à Long Kesh ne connaissent plus de bornes, à cette nouvelle forme de répression a répondu une nouvelle phase de la lutte des internés qui font depuis avril 78 la grève de l'hygiène : ils refusent de se laver, de nettoyer leurs cellules, s'opposant ainsi à toute forme de coopération avec le système carcéral.

POPULARISER LA LUTTE, «ALERTE L'OPINION INTERNATIONALE»

A l'extérieur le mouvement républicain, femmes en tête, se mobilise sur la question des prisons. De nombreuses publications dénoncent les conditions inhumaines qui y sont en vigueur (surtout à Long Kesh) et popularisent la lutte des prisonniers. Le Sinn Fein provisoire qui axe



Une mère de prisonnier politique devant le siège de la British Airways à Paris.

son action sur la lutte pour la reconnaissance d'un statut politique de prisonniers de guerre, fait le maximum pour rendre publiques à l'aide de journaux, de tracts, d'affiches, de disques les tortures infligées aux républicains et pour divulguer le nom des bourreaux les plus sinistres. Les journaux le *Republican news* en Ulster, et *An Phoblacht* dans toute l'Irlande, titrent sur H blocks et reproduisent de nombreuses lettres de détenus. Le gouvernement du nord, s'est emparé à Belfast de 30 000 numéros du *Republican news* du 29 avril appelant à une manifestation contre H Block. Conférences de presse, meetings et marches se multiplient sur ce sujet dans toute l'Irlande. Le 22 avril le Sinn Fein provisoire occupait pacifiquement l'office du touris-

me de Dublin à O'Connell street. En vue d'alerter l'opinion internationale, cinq mères de prisonniers étaient en septembre 77 venues manifester aux Champs Elysées devant les British Airways ; début 78 les organisations révolutionnaires et patriotiques ont fait un tour de France pour informer l'opinion. C'est dans le même but qu'An Phoblacht du 6 mai 1978 engageait ses lecteurs à adresser des lettres à Amnesty international, à la croix rouge à Genève, à la commission des Droits de l'Homme et à l'ONU.

Tout ceci marque la volonté du peuple irlandais, aux prises avec le colonialisme britannique, au cœur de l'Europe, de ne pas céder, et de poursuivre la lutte pour sa libération.

Bien que la cour européenne des Droits de l'Homme ait blanchi le gouvernement britannique de l'accusation de pratiquer la torture en Irlande du Nord, les témoignages de la population et l'enquête menée par Amnesty International prouvent que cette méthode continue à être fréquemment employée par l'armée et la police. (...)

C'est en effet dans ces zones que l'oppression britannique se fait sentir avec le plus de force, aussi bien sur le plan militaire qu'économique : ce sont des patrouilles, des vérifications d'identité, des fouilles continuelles. Environ 25 % des travailleurs catholiques sont au chômage. Des quartiers entiers du centre de Belfast ont été rasés ou murés, et les populations regroupées à l'extérieur de la ville dans des lotissements où aucun équipement n'a été prévu (pas de poste, super-marché, de lieu de rencontre, d'école...).

Mais si au Nord l'occupation britannique est de type colonial classique avec à la fois colonisation économique et politique, et occupation militaire, au Sud une situation néocoloniale se développe depuis l'indépendance. La plupart des moyens de production sont aux mains des capitalistes étrangers. Le taux de chômage irlandais est un des plus forts pays européens, et de ce fait beaucoup d'Irlandais sont contraints d'émigrer en Grande Bretagne pour trouver un emploi. Enfin, le gouvernement de l'Irlande du Sud aide les britanniques contre les républicains : le camp de Port Laoise en est la preuve.

Collectif de Solidarité à la Lutte du Peuple Irlandais
adresse : La Cour-es-Comptes - Québriac
Tel : 57 - 21 - 02



La presse républicaine mène une campagne active pour soutenir la grève des prisonniers de Long Kesh, pour une meilleure hygiène.

LES PARAS FRANÇAIS POURSUIVENT LES RATISSAGES A LUMUMBASHI

Depuis les déclarations de lundi, du porte-parole de l'Élysée, Pierre Hunt, selon lesquelles le gouvernement français ne «négligerait aucune chance de retrouver les otages ou d'autres éventuels rescapés», les légionnaires du 2^e REP du colonel Erulin, se sont déployés à Lumumbashi (ex Elizabethville), la capitale du Shaba, à un peu plus de trois cents kilomètres de Kolwezi. Tandis que dans cette dernière ville, une compagnie de parachutistes est maintenue, à Lumumbashi, ce sont trois compagnies qui se sont installées dans la ville où se trouvent encore près de 4 000 Européens, dont de nombreux techniciens et cadres de la société minière GECAMINES.

Ce qui était présenté par le gouvernement français comme une simple escale pour les paras de retour en France, risque fort de durer ; il serait déjà question que les paras français restent au moins une dizaine de jours à Lumumbashi, pour y poursuivre dans ce secteur, les opérations de ratissage commencées, et dont la population africaine fait les frais. Des paras belges restent également à Lumumbashi.

En principe, les paras restent pour assurer la transition, en attendant l'arrivée des contingents de la «force interafricaine» dont Paris souhaite la constitution.

UNE SITUATION TRES PRECAIRE

La situation au Shaba reste en effet extrêmement précaire pour le régime de Mobutu. Des éléments du FNLC, venant de la région de Kolwezi qu'ils n'avaient jamais vraiment quittée, et du nord de la Zambie, dont la frontière se trouve à une trentaine de kilomètres, poursuivent leurs infiltrations à l'intérieur même de Lumumbashi. Là, le FNLC peut exploiter largement la situation : alors que les paras français continuent de maltraiter la population sous prétexte de retrouver les «otages européens», dont on ignore le nombre exact, et s'il y en a toujours effectivement, la ville de Lumumbashi étale ses

contrastes provocants entre les quartiers résidentiels de luxe pour Européens, avec tennis, piscines, clubs de sport et golf, et les bidonvilles des quartiers africains. A l'aide d'inscriptions, ou de lettres anonymes, toute une campagne serait engagée — sans doute par le FNLC — pour faire pression sur les Européens, afin qu'ils partent, ce qui aurait des conséquences immédiates graves sur l'économie du Shaba, et donc par ricochet, sur le régime de Mobutu, en fin de compte, visé. Pour celui-ci, la situation est d'autant plus précaire, que chaque jour confirme la décomposition de son armée.

L'ARMÉE CORROMPUE

Alors qu'il est probable qu'elle a participé à l'exécution d'Européens (le chiffre officiel de Français tués à Kolwezi est aujourd'hui de 49, alors que le ministère français des Affaires étrangères avait annoncé précédemment 107), l'armée de Mobutu continue de se livrer au pillage. Selon un témoignage rapporté lundi pour «Europe 1» : «Aujourd'hui au Zaïre, les Européens craignent au moins autant les troupes du président Mobutu que les rebelles (...) Des militaires «réguliers» pillent, volent, rançonnent, des populations civiles aussi bien noires que blanches. Ils fusillent aussi tous les Noirs qui

sont soupçonnés d'avoir collaboré avec les rebelles. Bref, ils font régner une véritable terreur. Il y a aussi la fonction publique, la police, qui sont également rongées par la corruption et le rançonnement. (...) Et ça se passe comme cela jusque dans les plus hautes instances de l'État.»

Cette situation crée un terrain favorable à la propagande du FNLC et au delà, à la tentative des Soviété-Cubains d'élargir par le biais du Zaïre, leur pénétration en Afrique. Mais cette menace que craignent actuellement de nombreux pays africains ne les conduit nullement automatiquement, à accepter la proposition giscardienne de «force interafricaine» coiffée par l'impérialisme français, ni à soutenir aveuglément un régime aussi fragile et corrompu que celui de Mobutu.

HASSAN II PEU FAVORABLE A UNE FORCE INTERAFRICAINNE

Au Maroc même où Hassan II vient de recevoir Mobutu, les réticences du régime à s'engager pleinement aux côtés de celui-ci se sont manifestées assez

nettement. Les dirigeants marocains qui avaient engagé l'an dernier leurs soldats au Shaba, transportés par les «Transall» français, hésitent cette année à s'engager aussi nettement, et pourraient se contenter principalement d'aider au transport d'unités d'autres pays africains tel le Sénégal, dont l'ampleur possible de l'engagement reste d'ailleurs encore tout à fait incertaine. Les dirigeants marocains, qui constatent la dégradation de la situation économique, sociale et politique du Zaïre depuis un an, hésitent d'autant plus qu'ils rencontrent eux-mêmes de nombreuses difficultés dans leur guerre contre le peuple sahraoui. Et disent-ils, ils sont réticents à la constitution d'une force africaine modérée qui s'opposerait à celle des pays activistes, risquant ainsi de couper l'Afrique en deux. «Pas d'OTAN africaine face à un pacte de Varsovie africain.»

Ces réticences marocaines pourraient d'ailleurs viser aussi bien la proposition française que celle, énoncée par le ministre belge des Affaires étrangères, d'une «force africaine avec l'appui de l'Europe et des États-Unis.»

Les contradictions franco-belges

Les contradictions confirmées entre la France et la Belgique sur la marche à suivre, et le fait que le gouvernement français se retrouve assez isolé, par rapport aux autres pays occidentaux, dans le soutien à Mobutu, ne sont guère favorables à une survie prolongée de ce régime. Dans une interview au Monde, le ministre belge des Affaires étrangères, Henri Simonet, a déclaré que son gouvernement avait appris seulement de son ambassade à Kinshasa, l'existence des préparatifs de l'intervention française au Shaba. Selon lui, la décision française a été prise unilatéralement alors que se tenait à Stuttgart, une réunion regroupant des représentants de plusieurs pays de l'OTAN, pour envisager la conduite à tenir face à l'offensive du FNLC au Shaba, et au développement de l'intervention soviéto-cubaine en Afrique.

Giscard-Khaled : convergences sur l'Afrique MAIS PAS DE CONTRATS POUR LES MIRAGES

«Nous sommes très satisfaits des résultats de la visite du roi Khaled. Ce voyage va donner un nouvel élan à la coopération franco-saoudienne dans tous les domaines», telle est la déclaration faite mardi après-midi à Paris par le ministre saoudien des Affaires étrangères, à l'issue des entretiens entre Giscard et le roi Khaled d'Arabie saoudite.

D'importantes discussions sur le plan économique ont eu lieu, le gouver-

nement français souhaitant réduire le très important déficit commercial de la France vis-à-vis de l'Arabie saoudite, qui est son premier fournisseur en pétrole.

En ce qui concerne la question des armements, elle a été largement discutée, le régime saoudien tenant à ne pas être dépendant exclusivement des États-Unis dans ce domaine. Toutefois, il semble bien que les gros contrats en matière d'aviation mili-

taire que le gouvernement français souhaiterait voir signer par les Saoudiens, ne voient pas le jour. C'est ce que laissent entendre les propos tenus mardi par le prince Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères à Antenne 2.

«En ce qui concerne les Mirages 2.000 et 4.000 a-t-il déclaré, «je ne pense pas qu'il y ait de négociations sérieuses entre les deux gouvernements». Et il a ajouté : «Pour ce qui a trait à la Défense, nous

avons négocié avec les États-Unis de façon suffisante.»

Le Proche-Orient et l'Afrique ont été les deux questions politiques placées au centre des entretiens. Au sujet de l'Afrique, le prince Fayçal, commentant l'intervention soviéto-cubaine, a notamment déclaré : «Un pays seul ne peut pas faire face aux Soviétiques et aux Cubains. Pour cela, il lui faut une aide étrangère.»

abonnez-vous
abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
- La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
- La Commune de Paris (Lissagaray).
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

En bref... En bref...**Argentine :
coupe du monde**

6 cars de flics, 100 policiers attendaient mardi la quinzaine de journalistes venus en délégation à l'ambassade d'Argentine, rue Cimavosa avec une pétition signée de 2 311 journalistes français. Cette pétition exige la libération des journalistes argentins emprisonnés, des informations sur les disparus, et le rétablissement des libertés démocratiques en Argentine. Pour plus de précaution, les flics avaient installé des barrières métalliques aux deux extrémités de la rue ! Les journalistes n'ont pu approcher : les ordres venaient, paraît-il, de l'ambassadeur, qui ne voulait pas les recevoir.

**Hôtel Meurice :
un troisième employé
licencié**

Un troisième employé de l'hôtel Meurice à Paris a été licencié, sans indemnité ni préavis : il avait refusé de servir les militaires argentins qui séjournent dans cet hôtel, en l'occurrence le capitaine Olivera, qui accompagnait le vice-amiral Lambroschini.

**Débat public
sur l'Argentine**

A l'occasion de la coupe du monde de football en Argentine, l'Union locale CFDT de Montreuil sous Bois a décidé de se saisir de cette occasion pour dénoncer les tortures et la répression qui sévissent dans ce pays.

L'Union locale organise un grand débat public avec la projection d'un film d'Amnesty International et la présence d'un de ses conférenciers ainsi que d'organisations travaillant sur ce problème le :

**Samedi 3 juin 1978 à 20 h 30
à la Bourse du Travail (place Benoit FRACHON)
(métro : Mairie de Montreuil)**

Communiqué de l'UL CFDT
de Montreuil 93

**Contre la centrale
nucléaire de Cattenom
rassemblement
dimanche 4 juin**

- Points de rassemblement à Rombas, Metz, Thionville... et convergence à Cattenom devant le stade de Cattenom près de Thionville.
- À partir de 15 h présentation du rassemblement par le collectif.
- Forums :
 - Nucléaire et chômage
 - Nucléaire et pollution, avec des représentants des comité anti-marée noire, animé par le comité UOPDP
 - Plan Orsec-RAD
 - Forum international
 - Nucléaire civil et militaire
 - Perspectives de lutte.
- Stands des organisations membres du collectif, et de celles qui soutiennent le Rassemblement.
- 17 h : conclusion des forums et éventuellement marche symbolique à l'approche du site.

**TOUTS AU RASSEMBLEMENT A CATTENOM
LE 4 JUIN A 15 HEURES
LE 4 JUIN, CE N'EST QU'UN DÉBUT
ARRÊT DU PROGRAMME ÉLECTRO-NUCLÉAIRE
DE LA BOURGEOISIE**

**Train Paris-Clermont :
pétition pour voyager
assis**

Le 26 mai, une fois de plus, le train Paris-Clermont, au départ de la gare de Lyon, est bourré à craquer : des voyageurs doivent faire le trajet debout. Plus de 80 d'entre eux ont signé une pétition protestant contre le nombre insuffisant de places sur ce trajet.

INTERNATIONAL**LES PRISONNIERS POLITIQUES
TÉMOIGNENT SUR LA TORTURE
EN IRAN**

● Alors que l'Iran connaît actuellement la plus grande vague de soulèvements depuis 15 ans, la dictature du Shah doit affronter l'opposition de couches de plus en plus diverses et de plus en plus importantes de la population.

Cette situation reste, par son ampleur, sans précédent dans toute l'histoire de l'Iran. En effet, cette fois-ci le mouvement réunit tous ceux qui luttent contre le régime du Shah et contre les intérêts étrangers en Iran (notamment l'impérialisme US) : ouvriers, mal-logés, étudiants et les chefs religieux progressistes comme Khomeiny et leurs fidèles. Pour la première fois, visiblement surpris par l'ampleur des manifestations, le régime du

La conférence de presse a d'abord permis de donner un compte-rendu détaillé des méthodes de répression utilisées par les agents de la Savak (police secrète) dans sa chasse aux opposants : fouilles, perquisitions, surveillance, quadrillage policier, ambuscades, écoutes téléphoniques, arrestations arbitraires, prises d'otages (les femmes, les enfants ou les parents d'un «suspect» sont retenus en otage parfois même emprisonnés).

La police, les gardes d'assaut, les agents de la Savak, l'unité nationale, les forces de la résistance, les comités d'action nationale qui constituent tous ensemble les forces de répression du régime, attaquent les manifestations, les grèves, les universités, les cinémas, les cercles culturels, les mosquées, les écoles, et même les clubs d'alpinistes.

La pratique courante de la torture physique et psychologique constitue un des aspects les plus cruels de la répression : les tortionnaires violent et torturent leurs prisonniers devant leur famille ou en présence d'autres détenus. Les victimes de ces sévices ont réussi à connaître l'identité de leurs tortionnaires et les lieux de torture : prisons, arrières-boutiques, immeubles désaffectés, caves et certains lieux déserts. Dans les prisons «ordinaires», la torture constitue la base des relations entre les prisonniers et les gardiens. Les prisonniers sont battus, fouettés, attachés à des croix, battus à coups de pied et jetés dans leurs cellules isolées, sombres et humides. Se rassembler, rire, se serrer la main, jouer en groupe, visiter d'autres cellules, accueillir amicalement les nouveaux prisonniers, chanter, siffler, se laisser pousser la barbe, porter une moustache épaisse, porter une chemise noire ou rouge, regarder le sommet des murs, regarder le ciel, rencontrer les visiteurs avec émotion et joie, parler dans sa langue maternelle si ce n'est pas le persan lors des visites, et d'innombrables autres «offenses» de ce type, sont des prétextes saisis pour torturer les prisonniers politiques.

Après cette description des méthodes de répression utilisées par la police



Ghom : le 9 mai, les manifestants armés de bâtons affrontaient les forces du Shah

et l'armée du Shah pour maintenir sa dictature féroce, ce sont tour à tour les quatre patriotes iraniens qui témoignent des circonstances et des conséquences de leur arrestation. Mehrad Pakzad : officier de l'armée iranienne de 1965 à 1974, il a été torturé et emprisonné soupçonné d'avoir organisé un réseau au sein de l'armée sous la seule preuve d'avoir été trouvé en possession de tracts, de brochures et de livres et de s'être livré à des conversations politiques. Hamzeh Farahaty lui aussi officier de l'armée, arrêté et torturé en 1974 en même temps que son camarade Mehrad Pakzad, accuse le Shah de diriger personnellement la torture, en effet c'est sur un ordre signé de la main même du Shah que cet officier a dû subir un interrogatoire complet (séances répétées de coups de cables et de fouets sur tout le corps) réclamé par le Shah afin de punir les officiers qui avaient laissé pénétrer les idées marxistes dans l'armée. Ces 2 témoignages d'officiers montrent que derrière l'unité apparente de l'armée iranienne des contradictions apparaissent que le Shah ne peut plus cacher. L'armée est infiltrée par le contre espionnage qui a carte blanche pour tous ses actes. Cette surveillance permanente engendre la suspicion et est dénoncée par certains officiers. Puis ce fut au tour de Mohamad Monizrad de témoigner, étudiant en médecine de 72 à 73, c'est en tentant de rejoindre le mouvement palestinien qu'il fut arrêté à la frontière irakienne. Torturé à plusieurs reprises par la Savak notamment lors d'un transfert à Téhéran

Shah est sur la défensive. Si la dictature a du mal à se ressaisir (lors des récents événements, la troupe hésitait parfois à tirer et les agents de la SAVAK préféraient se terrer dans leurs locaux), elle n'en demeure par moins une des plus sanglante du monde. On dénombre plus d'une centaine de morts depuis les soulèvements du 27 mars dernier et on peut estimer actuellement que 100 000 prisonniers politiques sont détenus dans les prisons iraniennes.

C'est dans ce contexte d'intensification des luttes populaires en Iran, que 4 prisonniers politiques iraniens, soumis à la torture dans les prisons du Shah ont tenu à ajouter leur témoignage au dossier déjà lourd de la dictature sanguinaire qui sévit dans ce pays. Ces patriotes ont fait connaître leur expérience personnelle de la répression à l'opinion publique française lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 29 mai à Paris.

en Land Rover, son refus d'écrire une lettre demandant pardon au Shah, lui valut 63 jours d'isolement dans la prison d'Evine. D'abord, condamné à 3 ans de prison on lui ajouta encore un an de détention supplémentaire à la fin de sa peine. Il dut subir le supplice de la «baignoire», des coups de cables ainsi que des chocs électriques. Le quatrième qui intervenait fut Saïd Soltanpour, professeur de lycée à Téhéran (1960-1974), poète et metteur en scène. Ses pièces sont passées une fois à la télévision iranienne et sont gardées depuis dans les archives de la censure. Poursuivi et arrêté de nombreuses fois pour ses pièces, il fut torturé durant 7 mois par la Savak, au comité anti-subversion, à tel point qu'il n'avait plus de plante des pieds et dû être hospitalisé pendant 21 jours avant d'être torturé à nouveau. Saïd Soltanpour durant sa détention au comité anti-subversion a vu plus de mille personnes torturées, plusieurs centaines de personnes étaient torturées en même temps dans la salle d'interrogatoire, le couloir des cellules, les recoins des escaliers, la cour etc... Les tortionnaires utilisaient contre lui un appareil de torture appelé «Apollo».

A la suite de ces témoignages accablants pour le régime sanguinaire du Shah, Saïd Soltanpour au nom du Comité «de la prison à l'exil» s'est lancé dans une analyse politique de la situation actuelle en Iran au regard du récent soulèvement populaire. Après de nombreux rappels historiques, en particulier les temps forts des luttes du peuple iranien et la «révolution blanche»

imposée par le Shah, qui sous couvert d'une réforme agraire obligea des milliers de paysans sans terre à quitter les campagnes pour peupler les bidonvilles des faubourgs de Téhéran et venir ainsi grossir les rangs des chômeurs. Le comité «de la prison à l'exil» accorde une grande importance aux enseignements politiques donnés par l'avant garde comme facteur du soulèvement populaire actuel, mais il semble minimiser le rôle qu'on joua les forces démocratiques dans ce mouvement. Des critiques très violentes contre les dirigeants religieux furent ainsi adressées par le porte parole du comité.

Ces attaques contre l'opposition musulmane au Shah furent vivement controversées dans la salle. Un représentant des étudiants musulmans prit la parole pour souligner le rôle patriotique joué dans le soulèvement par les chefs religieux progressistes, tels l'Ayatollah Khomeiny. D'un caractère nettement anti-impérialiste, le mouvement musulman iranien est actuellement sujet à la répression du Shah, qui voit en lui un danger réel et tente de le discréditer en le faisant passer pour un mouvement obscurantiste opposé au progrès et à l'Iran moderne.

S'il est vrai que le mouvement religieux ne peut en aucun cas jouer le rôle d'avant garde du mouvement populaire, il n'en reste pas moins que dans la phase actuelle de la lutte en Iran il tient une place importante parmi les forces progressistes et démocratiques qui luttent actuellement pour abattre la dictature du Shah.

Franck ROUSSEL

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 31 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 19 h 50 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'équipage. *D'après le roman de Joseph Kessel*
 23 h 00 - Tennis internationaux de France
 23 h 20 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club. *Guy Béart*.
 20 h 00 - Journal
 20 h 40 - Septième avenue. *Feuilleton américain*
 21 h 30 - Question de temps. *Quelle France ? Série mensuelle d'Eric Cloué. L'Hérault : juste Midi*
 22 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - La guerre est finie. *Film français d'Alain Resnais 1966 avec Yves Montand, D. Rozan, M. Piccoli*.
 22 h 25 - Journal
 22 h 40 - Ciné-regards. *Spécial festival de Cannes*

Jeudi 1^{er} juin

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Formations politiques. *L'opposition. Le Mouvement des Radicaux de Gauche*.
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Ce diable d'homme. *Film TV en six parties. Scénario et dialogues : Claude Brulé. Le supplicié de Toulouse*
 21 h 25 - Conflits. La paix se gagne sur mer. *Emission de Paul-Marie de La Gorce et J. Bescont*
 22 h 20 - Spécial Cannes. *Les affaires sont les affaires*.
 23 h 15 - Tennis internationaux de France.
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Journal
 19 h 45 - Dessin animé
 21 h 45 - Lulu. *Dramatique en trois parties d'après l'œuvre de F. Wedekind. Première partie*.
 23 h 25 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre. *La CFDT*.
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - En ballon, au-dessus du Kilimandjaro.
 21 h 25 - Journal
 21 h 45 - Les poupées. *Film italien à sketches 1964, de D. Risi en version française. 1. Le coup de téléphone. 2. La soupe. 3. Le traité de génétique. 4. Monseigneur Cupidon*.
 23 h 30 - Fin

LIVRE

Le chômage créateur

Postface à la convivialité

Par Ivan ILLICH, éditions du Seuil

Il est vrai en effet que la médecine bourgeoise, pour garder cet exemple, dépossède le malade, le « patient », de toute capacité d'intervention sur sa maladie. Il devient un objet passif entre les mains du médecin, n'ayant pas même son mot à dire. Mieux que tout autre, le mouvement des femmes pour la liberté de l'avortement et de la contraception a mis en accusation ce type de relation, mais aussi toutes les luttes ouvrières pour un contrôle des travailleurs sur leurs conditions d'hygiène et de sécurité.

Mais d'une part, cette situation n'est pas nouvelle, contrairement à ce que dit Ivan Illich : elle est inhérente à toute société d'exploitation, où la classe dominante cherche à s'approprier le monopole du savoir pour opprimer plus facilement les exploités. Simplement, elle est devenue plus évidente avec le développement de la technique médicale.

D'autre part, loin de devenir une « profession dominante », la médecine est au contraire de plus en plus soumise aux exigences des capitalistes. Les pressions se font de plus en plus fortes et ouvertes pour que les médecins soient plus avertis d'arrêts de travail, fassent des prescriptions moins coûteuses. La médecine devient directement l'objet d'une lutte de classe, comme en témoignent par exemple les luttes ouvrières contre les médecins-

flics, payés par le patron pour contrôler le bien-fondé des arrêts de travail pour maladie.

En « oubliant » totalement le caractère de classe de la société, Ivan Illich en arrive à nager en pleine abstraction, masquant ainsi la cible des luttes populaires.

D'ailleurs Ivan Illich récuse la lutte revendicative : revendiquer un emploi, un meilleur salaire, de meilleures conditions de soins, ne conduit qu'à accroître sa propre dépendance vis-à-vis de l'économie de marchandises et de services. Pour lui, « le chômage est créateur ».

Voici sa solution : « *Seules les initiatives de citoyens qui, par les technologies radicales, contestent directement la domination insidieuse des professions mutilantes sont susceptibles d'ouvrir la voie au libre exercice de compétences non hiérarchiques, communautaires.* »

Pour lui, il faut donc refuser certaines technologies, en adopter d'autres, et peu importe alors le système de propriété : « *Que les bicyclettes soient ici la propriété de la commune et là du cycliste, cela ne change en rien la nature essentielle de l'outil bicyclette.* » Selon Ivan Illich, c'est le choix d'une certaine technologie qui oriente le développement de la société ; l'exploitation, les rapports de classe, le pouvoir, tout cela est tenu pour rien dans ses analy-

ses. Il attend la société conviviale du choix de technologies « radicales » et de l'acceptation volontaire de « l'austérité conviviale », sans jamais démontrer comment ce changement de société serait possible.

L'IMPASSE SUR LA RÉVOLUTION

On voit mal, en effet, comment une petite collectivité, et à plus forte raison un « citoyen », même faisant le choix de technologies radicales et de l'austérité conviviale, pourrait produire les richesses qui lui sont nécessaires, en marge des rapports marchands, sans bouleversement de l'ensemble de la société. Pour reprendre l'exemple de la bicyclette, en admettant que la communauté conviviale soit capable de la construire, il lui faudra se procurer des matières premières, métaux et caoutchouc par exemple. Quand elle aura fini d'utiliser les matériaux de récupération, elle devra acheter ce caoutchouc et ces métaux, ou le minerai, selon les lois ambiantes du marché. Pour les acheter, elle devra bien pouvoir vendre des marchandises, selon ces mêmes lois du marché. Il lui faudra donc instaurer, en son sein même, certaines règles de productivité pour s'adapter à ces lois. Et alors, qu'est-ce qui empêchera cette communauté de reproduire la division du travail de la société capitaliste avec toutes ses tares ?

Dans une société socia-

liste, il sera progressivement possible de réduire et de supprimer le rôle du marché, en élargissant la propriété collective, en orientant l'ensemble de la production selon les besoins de l'ensemble de la population. Mais cela nécessite une révolution politique, sur laquelle Ivan Illich fait évidemment l'impasse.

RADICAL OU RÉACTIONNAIRE ?

Mépris de la lutte revendicative, et même des luttes écologistes, négation du caractère de classe des sociétés industrielles, négation du rôle de la classe ouvrière et de la nécessité d'une révolution politique : en développant sa pensée jusqu'à la caricature, Ivan Illich se rapproche des socialistes utopiques que Marx et Engels critiquaient il y a 130 ans. On peut expliquer le développement de cette philosophie, et le succès qu'elle a rencontré dans certains milieux, écologistes notamment, par une réaction contre la domination du révisionnisme sur le mouvement ouvrier, avec son « productivisme » et sa tentative d'intégration de la classe ouvrière à la société bourgeoise. Le développement des mouvements de masse, leur mûrissement montrera progressivement que cette pensée dite « radicale » a peu de choses à voir avec le mouvement anti-capitaliste.

Paul GAUVIN

Et l'acier fut trempé

140^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Après une séparation de 3 ans, Pavel rencontre Rita au congrès du Komsomol. Ils évoquent leurs souvenirs.

— Dommage, Pavel, que cette conversation ait lieu trois ans trop tard, dit Rita avec un sourire pensif.

— Dommage parce que je ne serais jamais devenu plus qu'un camarade pour toi, Rita ?

— Non, Pavel, tu aurais pu devenir plus que ça.

— On peut tout réparer.

— C'est un peu tard, camarade Ovode.

Sa plaisanterie la fit sourire. Elle s'expliqua :

— J'ai une toute petite fille. Elle a un père, qui est mon grand ami. Nous sommes très liés tous les trois, et ce trio est pour le moment indissoluble.

Ses doigts touchèrent la main de Pavel, dans un mouvement d'inquiétude pour lui. Mais elle comprit aussitôt que c'était superflu. Oui, il n'avait pas seulement grandi physiquement durant ces trois ans. Elle savait qu'en ce moment il avait mal — ses yeux le disaient assez — mais il dit sans emphase, sincèrement :

— Il me reste cependant infiniment plus que ce que je viens de perdre.

Pavel et Rita se levèrent. Il était temps de s'installer plus près de la scène. Ils se dirigèrent vers les fauteuils où prenait place la délégation ukrainienne. L'orchestre se mit à jouer. D'énormes calicots flamboyaient d'un rouge vif, et des lettres lumineuses clamaient : « L'avenir est à nous ». Des milliers de jeunes remplissaient le parterre, les loges, les balcons et se fondaient en un puissant transformateur fournissant une énergie inextinguible. L'immense théâtre accueillait dans ses murs la fleur de la jeune garde du grand peuple des usines. Des milliers d'yeux... et dans chaque regard se reflétait en étincelles l'inscription surmontant le lourd rideau : « L'avenir est à nous ». Le ressac des voix ne s'apaisait pas. Dans quelques minutes, la tenture de velours s'écarterait lentement et le secrétaire du Comité central du Komsomol de Russie dirait, ému, perdant un instant son sang-froid devant la solennité indicible de cet instant :

— Je déclare ouvert le VI^e congrès de l'Union communiste de la jeunesse de Russie.

Jamais Kortchaguine n'avait ressenti plus vivement, plus profondément, la grandeur et la puissance de la révolution, cette fierté inexprimable par des mots et cette joie sans égale que lui avait données la vie, qui l'avait conduit, en tant que combattant et bâtisseur, à ce triomphe de la jeune garde du bolchévisme.

Le congrès prenait aux participants tout leur temps depuis le matin jusqu'à la nuit, et Pavel ne retrouva Rita qu'à l'une des dernières séances, dans le groupe des Ukrainiens.

— Je pars demain, dès la clôture du congrès, dit-elle, je ne sais pas si nous aurons le temps de nous dire au revoir et de bavarder encore. Aussi, je t'ai préparé aujourd'hui deux cahiers de mon journal et une courte lettre. Lis le tout et réexpédie-moi les cahiers par la poste. Tu y apprendras tout ce que je n'ai pas pu te raconter.

Il lui serra la main et la fixa longuement, comme pour graver ses traits dans sa mémoire.

Comme convenu, ils se rencontrèrent le lendemain près de l'entrée centrale et Rita lui remit un paquet et une lettre cachetée. Tout autour passaient des gens et ils durent se quitter avec une certaine discrétion. Mais il lut dans les yeux de la jeune femme, légèrement voilés, une grande affection et une certaine tristesse.

Le lendemain, les trains les emportèrent dans des directions différentes.

Les Ukrainiens occupaient plusieurs wagons. Kortchaguine était dans le groupe des Kiéviens. Le soir, quand tous furent couchés et qu'Okounev siffla du nez dans son sommeil, Kortchaguine se rapprocha de la lumière et détacha la lettre.

Pauloucha chéri,

J'aurais pu te dire tout cela de vive voix, mais ce sera mieux ainsi. Une seule chose m'importe : je ne veux pas que ce dont nous avons parlé avant le début du congrès laisse une trace pénible dans ta vie. Je sais que tu as beaucoup de force, et c'est pourquoi je crois en ce que tu as dit.

(à suivre)

Mai-Juin 68, c'était hier

L'ELYSEE, MATIGNON ET LES FORCES DE DROITE

● L'Etat a-t-il été sur le point de s'effondrer sous les coups du mouvement, en mai 1968 ? Y a-t-il eu, comme le proclamait Mitterrand le 28 mai 1968, «vacance du pouvoir» ? C'est là une question qui s'est posée et qui a été débattue dans les mois qui ont suivi. En fait, l'ampleur sans précédent du mouvement gréviste, paralysant l'activité du pays, et de l'autre côté, l'apparente inertie des instances gouvernementales, durant toute une période, ont pu donner cette impression. Mais le retournement brusque des choses, après l'allocution de De Gaulle, le 30 mai, a montré que la force organisée de domination, l'Etat, était resté quasiment intact et pouvait, dès lors que les conditions politiques étaient mûres, peser de tout son poids et casser un mouvement qui ne l'avait jamais consciemment et directement pris pour cible.

Toutefois, et c'est ce que nous examinerons la poussée du mouvement a provoqué des fissures irréversibles dans le système du pouvoir gaulliste mis en place en 1958. D'autre part, elle a laissé apparaître nettement les moyens qui se seraient mis en place alors (et qui seraient mis en place, aujourd'hui) face à un mouvement qui menacerait plus directement le pouvoir bourgeois lui-même.

La solidité du régime instauré en 1958 a brusquement révélé, comme revers de sa cohésion, ses faiblesses : il s'était fondé autour du prestige d'un homme, chargé de recueillir, autour de sa personne, un consensus aussi large que possible ; il avait délibérément et ouvertement relégué l'Assemblée nationale, qui s'était remplie de «godillots» gaullistes, au rôle de chambre d'enregistrement ; l'Elysée et Matignon étaient devenus, sans conteste, les seuls véritables centres de pouvoir, où des états-majors de hauts fonctionnaires et de technocrates élaboraient les décisions ; on devait faire confiance au président, élu au suffrage universel, pour mener la politique d'industrialisation qui devait apporter le bien-être à tous, et ménager à travers le système scolaire, la promotion sociale aux fils des couches moyennes. Il se chargeait, par ailleurs, d'assurer la paix et l'indépendance du pays.

Tout ce système politique va se lézarder. Alors que Pompidou déclarait, peu auparavant, «Education Nationale est une des plus belles réussites du régime», voilà que les étudiants descendent dans la rue, et, du moins pour les plus radicaux, refusent le contenu et les méthodes de l'enseignement, l'avenir social que doivent leur ouvrir les diplômes. Alors que De Gaulle, en 1967, croit le moment venu de réaliser son vieux rêve de collaboration de classes et met en route «la participation aux fruits de l'expansion», voilà que se dressent des millions d'ouvriers et, parmi eux, les «soutiers de l'expansion», jeunes travailleurs, ouvrières, immigrés, ouvriers-paysans drainés par l'industrialisation.

«L'INSAISSISSABLE»

La coupure d'avec le pays, dans sa masse, est profonde : les plus hautes sphères dirigeantes de la bourgeoisie ne comprennent pas le mouvement qui bouleverse complètement leurs schémas et le disent. Un jeune secrétaire d'Etat à l'Emploi avoue ingénument, s'agissant du mouvement : «Je ne crois pas pouvoir, en vérité déceler les motifs profonds». Il s'appelle Chirac. De Gaulle qui se présentait comme l'expression de l'âme nationale parle de «l'insaisissable». La portée du mouvement lui-même n'est pas appréhendée. Aussi Pompidou, premier ministre, poursuit son voyage en Afghanistan, ne rentre que le 11 mai. Et de Gaulle décide finalement de maintenir sa visite en Roumanie et part le 14. Il ne rentre

que le 20 : il rabroue alors ses ministres, et leur reproche de ne pas avoir été assez fermes. «C'est le bordel» dit-il. Il faut faire donner la police, reprendre la Sorbonne et l'Odéon. Il lance aux grévistes et aux étudiants : «La réforme, oui ; la chienlit, non». Et des centaines de milliers répondent aussitôt : «La chienlit, c'est lui !»

Les ministres ne le contredisent pas directement, mais n'en feront rien. Il annonce une allocution pour le 24 : sa proposition de référendum tombe complètement à plat. Assez lucide pour s'en apercevoir, il avoue : «J'ai fait un bide, j'ai tapé à côté de la plaque».

Ce déphasage est d'autant plus grave (et s'est d'ailleurs d'autant plus creusé) qu'il n'y a pratiquement aucun relais politique entre les bureaux de l'Elysée, ceux de Matignon et le pays. L'assemblée n'est que très peu composée de notables locaux, capables de flairer sur le terrain ce qui se passe. Beaucoup se sont fait élire sans autre titre et notoriété que l'investiture gaulliste. Ils sont habitués à suivre et vont rester, jusqu'au 30 mai, particulièrement passifs et discrets. Ils se terrent plutôt... sauf dans l'hémicycle : mais depuis dix ans, et plus que jamais alors, les débats de l'Assemblée laissent le pays à peu près indifférent. Reste le vieil instrument des R.G. pour tâter le pouls du mouvement : Pompi-

dou remarque assez vite que leurs estimations et prévisions s'avèrent, à chaque fois, fausses.

LA FIN DE DE GAULLE

Dans cette situation où les règles du jeu sont bouleversées, les choix essentiels dépendront donc de De Gaulle et de Pompidou. Mais de façon conflictuelle.

C'est bien Mai 68 en effet qui, de fait, met fin au destin politique de De Gaulle et le relègue comme une figure du passé. Parce qu'il se révèle incapable de faire face à «l'insaisissable», il prend d'abord le mouvement pour une agitation folklorique excessive qu'il suffirait de punir, prône ensuite la méthode forte. «Les forces de police sont traumatisées» objecte un ministre. «Qu'on leur donne de la gnôle» répond de Gaulle. Et il «tape à côté de la plaque» dans son allocution du 24 mai : le charme a disparu.

Face à lui, c'est Pompidou qui, en définitive et parfois contre lui, décide de la tactique : il imposera au général, à son retour le 11 mai, la réouverture de la Sorbonne qui apparaît comme une reculade. Pragmatique, il se refuse dans un premier temps à affronter brutalement, comme le souhaiterait de Gaulle, le mouvement. Il mise, en ce qui concerne le mouvement gréviste, sur la CGT pour l'encadrer et parvenir, après négociations, à la reprise.

Le 26 mai, il confie à des députés centristes : «Il faut aller vite pour que la CGT ne soit pas débordée». De Gaulle, lui, doute de la loyauté et de la sincérité de la CGT et interprète plutôt comme une manœuvre machiavélique de la CGT le fait que Séguin se soit fait huer à Renault. Enfin, c'est Pompidou qui, faisant une sorte de chantage à la démission, obtiendra le 30 mai de De Gaulle qu'il décide de dissoudre l'Assemblée plutôt que de reprendre son idée de référendum.

De fait, c'est Pompidou qui est apparu comme l'homme fort, celui qui a dirigé les affaires. Si de Gaulle paraît retrouver du poids le 30 mai, il le doit à la



Annonçant à son entourage qu'il partait se reposer à Colombey, De Gaulle s'est rendu à Baden-Baden pour s'assurer de l'appui de l'armée.

situation elle-même et aussi à la politique qu'a suivie, de son propre chef, Pompidou.

A l'issue du mouvement, Pompidou est déjà potentiellement candidat à la succession. Mais il n'y a pas que cela : en perdant son auréole de guide, de Gaulle a revigoré les oppositions au sein même de la majorité. Giscard d'Estaing se risque à demander, le matin du 30, la démission du gouvernement, même s'il juge bon de préciser qu'il préconise le maintien du général de Gaulle à la présidence. Déjà les centristes avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec le projet de référendum. Au sein même du personnel gaulliste, tout un courant a «trahi» entre le 27 et le 30. Nombreux sont ceux qui pensent et qui disent : «Mieux vaut que de Gaulle s'en aille». Déjà s'esquisse un remodelage d'une majorité sans de Gaulle, telle que Pompidou, dans quelques mois président, va l'amorcer.

C'est le régime qui est menacé, qui voit se dissocier l'assemblage des forces de droite à partir du moment où l'on peut envisager que de Gaulle ne soit plus en mesure d'en assurer la cohésion. Lecanuet, dans l'opposition, réclame un nouveau gouvernement et suggère lui aussi Mendès-France comme premier ministre. Mitterrand qui, le 28 mai, constate que le pouvoir est vacant, se propose (ou Mendès-France) comme premier ministre de transition, mais surtout comme candidat à la présidence et est approuvé non seulement par les socialistes, mais par Lecanuet, par un Pinay (par Isorni aussi, l'avocat d'extrême-droite). C'est le régime qui vacille parce que le président, qui en est la clef de voûte semble un moment éclipsé.

Mais l'Etat reste en place, du moins les organes essentiels pour garantir la domination bourgeoise. L'armée reste comme réserve : elle assure, pour pallier la grève générale, des services de communication et de transports pour l'Etat ; certaines unités sont mises en état d'alerte dès le 11 mai. Le 16 mai, il y a un rappel de 10 000 réservistes. En haut lieu on ne compte guère sur le contingent pour «rétablir l'ordre» mais sur les officiers, les engagés, les unités de choc. Par

contre, on se demande (étant donné les traumatismes causés par la rébellion des généraux) si elle serait prête à s'engager au cas où il s'agirait seulement de défendre le régime contre une autre solution politique qui garderait quelque apparence de légalité. Ce qui est différent. Les forces de police (CRS et gendarmes mobiles) ont plutôt tendance à se durcir, à exiger qu'on les laisse plus «libres» dans leurs actions de répression. Seule la police parisienne donne des signes de lassitude.

De fait, avant de songer à utiliser contre un développement éventuel du mouvement de masse, l'armée qui doit rester en réserve aussi longtemps que possible, l'appareil gaulliste envisage d'autres moyens de répression plus appropriés : c'est la réactivation du Service d'Action Civique, sorte de milice gaulliste paramilitaire créée en 1958, et la création pour les élargir de Comités de Défense de la République. On estime qu'à l'issue de mai-juin 68, les SAC comptaient 12 000 membres et les CDR 45 000 actifs. Ils se grossissent rapidement d'éléments d'extrême-droite, y compris ex-OAS, et de personnes au casier judiciaire plus ou moins chargé. Du 24 mai jusqu'au 29 mai, les SAC sont prêts à lancer l'opération «Stades» : l'arrestation par leurs soins de 52 400 personnes dans tout le pays, qui seraient regroupées ensuite dans des stades. La liste en aurait été fournie par la DST. Ce sont en principe des responsables politiques ou syndicaux, mais aussi des abonnés à des revues jugées subversives, etc..

A partir du 24, elle aurait été repoussée de jour en jour, et finalement annulée le 29 par Foccart. Il y a là une anticipation de ce qui se passera au Chili.

C'est plutôt à l'action de barbouzes regroupant le plus largement possible l'extrême-droite que pense recourir d'abord le pouvoir gaulliste, si le mouvement paraît devenir trop menaçant pour lui. Les concentrations de troupes, de blindés autour de Paris, notamment le 30 mai, ont une valeur psychologique surtout et elles sont d'ailleurs ostensibles et relatées à la une de la presse de droite.

Debré et Malraux au premier rang de la manifestation gaulliste sur les Champs Élysées.

